n° 675 du 25 octobre au 1 novembre 1975 - 3,50 F
Hebdomadaire du parti socialiste unifié

tribune socialiste

PSU

Spécial minorités nationales : les damnés de l'intérieur

tu l'as dit, Franco...

«VIVA LA MUERTE»

Sommaire

- ELECTIONS : la pêche est ouverte ..... p. 4
- SOLDATS : rien ne sert de courir ..... p. 5
- AGRICULTURE : mi-figue, mi-raisin ..... p. 6

Spécial minorités nationales

- REGIONS : la force de la diversité ..... p. 8
- BRETAGNE : samedi à l'aube ..... p. 8
- AUTONOMISME : le droit à la différence ..... p. 9
- MINORITES : les damnés de l'intérieur ..... p. 10
- MINILIP : des réponses nouvelles ..... p. 11
- AUTOREDUCTIONS : l'exemple des banques . p. 11
- LA PATERNELLE : d'un coup, la révolte ..... p. 12
- RHONE-POULENC, AIR FRANCE, TRIAGE DIJON ..... p. 12
- BREVES : la répression toujours ..... p. 13
- ESPAGNE : un MFA espagnol ? ..... p. 13
- PORTUGAL : à propos du « moment militaire » p. 14
- BEN BARKA : la fidélité, le combat ..... p. 14
- SOLIDARITE : l'Angola et nous ..... p. 14
- ANGOLA : la phase la plus dure ..... p. 15

Un reportage de José Sanchez dans les zones contrôlées par le MPLA

Pour préparer une formule nouvelle

TS A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

- **Adressez votre soutien financier au PSU « Soutien TS » CCP 14 020 44 Paris**
- **et abonnez-vous à TS...**

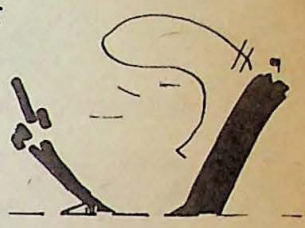
Un nom :.....

une adresse :.....

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

T.S. 9, rue Borromée - 75015 CCP PARIS 5.826.65



Débat unitaire

Politique Hebdo a publié en supplément à sa livraison du 16 octobre un « spécial débat unitaire » de 12 pages consacré au « pouvoir populaire ». A côté d'une table-ronde à laquelle ont participé Isaac Joshua (Révolution), Alain Juillet (GOP), René Yvetot (LCR) et Bernard Ravenel (PSU), on y trouve des articles sur les luttes au Portugal et dans le Chili de l'unité populaire.

Courrier

Notre candidat à Châtellerault...

PC, PS, FO : à Châtellerault, le choix offert aux travailleurs était à la fois large et sérieusement restreint. Les électeurs, comme d'ailleurs la presse régionale et nationale, n'ont pas manqué de constater l'absence d'un candidat se réclamant du socialisme autogestionnaire.

Il n'est pas question, bien sûr, de surestimer ce type d'élection comme d'ailleurs les élections en général. Le PSU a depuis longtemps jugé à sa juste valeur les effets et les possibilités qu'elles offrent au système capitaliste.

Mais si nous avons l'ambition de créer dans ce pays une grande force socialiste et autogestionnaire, il paraît nécessaire — tout en développant avant tout la politique d'unité populaire et l'objectif du contrôle ouvrier sous toutes ses formes — d'être présent le plus souvent possible dans les consultations électorales de cette nature. (...)

R.F. - Marseille ■

Franco et les siens

Il y a dix ans que je lis dans la presse de gauche et — hélas — celle de mon propre parti, des phrases du genre de celle que vous écrivez : « **Franco n'a plus aucune base sociale sur laquelle s'appuyer** ».

Je le dis tout net, c'est faux. Bien sûr, il est toujours difficile de jouer les Cassandre mais je crois que de telles analyses ne tiennent compte que des phénomènes nationaux (pays basque, Catalagne) et des minorités politisées et conscientes de l'Université et de l'industrie.

Comme toujours on oublie les millions de petites gens des classes moyennes (principalement du secteur tertiaire). Par mes fréquents voyages en Espagne, j'ai maintes fois été placé devant un phénomène capital et presque toujours oublié de la gauche française : l'élévation du niveau de vie et ses conséquences.

Pour des millions d'Espagnols (mais aussi de Français, d'Allemands, d'Italiens, etc.), on se passe volontiers de liberté politique pour jouir en paix d'un frigidaire ou d'un poste de télé. Je ne compte plus les Espagnols qui m'ont dit : « **Franco ? Il m'a donné la salle de bains que ma mère n'avait pas** ».

Nous avons alors des millions d'hommes totalement aliénés par leurs biens de consommation (...) Tout ceci nous donne des masses immobiles et conservatrices, jalouses d'un ordre public parfait (...).

J. BOUCLON - Montreuil-sur-Mer ■

TEP théâtre national direction guy retore

coquin de coq

de SEAN O' CASEY

mise en scène **GUY RETORE**

du 10 oct. au 30 nov.

17, rue Malte-Brun Paris 20 è

M° Gambetta - tél: 636.79.09

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCEN

Comité de rédaction : Victor FAY, Jean CEVENNES, André LAUDOUZE, Maurice NAJMAN, Jean PATERNAT, Yves SPARFEL, Jacques THIBAULT, Jean VERGER, Corinne WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - **Administration** : 566.45.37 - **Publicité** : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Rédaction en chef : Philippe MARIELIE

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMEE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

Photos : Lebrun (Fotolib) p. 3, 16 - Cohen (Agip) p. 6 - Collombert p. 8 - Pol Gornek p. 10 - Weiss (Adja) p. 11, 12 - Pugin (Fotolib) p. 15 - AFP p. 16

Calendrier politique

● MEETINGS PSU

A Boulogne-sur-mer, le 27 octobre avec Maurice Najman

A Saint-Denis, le 7 novembre.

A Brest, le 14 novembre avec Michel Mousel et Maguy Guillien.

● GROUPE D'ACTION MUNICIPALE

Les 8 et 9 novembre à Pontarlier (Doubs), rencontre nationale des GAM - groupes d'action municipale —. Echange d'expériences sur les terrains de lutte autour du projet de manifeste national.

● IDEAL-STANDARD

Journée portes ouvertes à Ideal-Standard, le 26 octobre, à Dammarie.

● MARCHE SUR L'ESPAGNE

Départ en car le vendredi 31 octobre, rassemblement à la Bastille à 20 h. Prix des places aller et retour Hendaye : 100 F.

Pour tous renseignements, s'adresser 7, rue de l'Odéon, 326.98.60.

● BEN BARKA

A l'occasion du 10ème anniversaire de la mort de Mehdi Ben Barka, un meeting aura lieu le 29 octobre à la Mutualité, à 21 h, sous l'égide du Comité de vérité pour El Mehdi Ben Barka.

CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

Tous les cours seront édités en cassettes, pour l'usage des camarades de province, mais aussi pour tous ceux qui veulent pour eux-mêmes retravailler les sujets. Ces cassettes seront vendues à l'unité (27 F), mais aussi par abonnement (20 F). **en vente à Syros.**

Bulletin d'abonnement aux cassettes du CPFS

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....

Je désire m'abonner aux cassettes du cycle :

- Marxisme et philosophie ☐
- Analyse marxiste de l'économie ☐
- Histoire du mouvement ouvrier ☐
- Critique des pratiques sociales ☐

Chaque abonnement pour un cycle comporte douze cassettes livrées avec le plan des exposés et une bibliographie :

Prix : 1 cycle : 240 F ; 2 cycles : 450 F ; 3 cycles : 650 F ; 4 cycles : 830 F.

Renvoyer ce bulletin à CPFS, avec un chèque libellé à l'ordre de M. Pierre Garrigues. ■

le besoin d'unité

Le Parti socialiste unifié a tenu vendredi 17 octobre son meeting de rentrée au palais de la Mutualité à Paris sur le thème : « Face à la crise, quelle alternative ? ». **Affiches et banderoles rappelaient les préoccupations actuelles du PSU :** « Ni capitalisme, ni bureaucratie : autogestion socialiste » ; « Autoréduction du temps de travail » ; « Franco tue, Giscard se tait ».
Devant deux mille personnes, Rossana Rossanda, membre de la direction du PDUP italien et du quotidien Il Manifesto, **a évoqué la situation interne de son pays et décrit le combat des révolutionnaires italiens. Charles Piaget, secrétaire national du PSU, a conclu les interventions en rappelant la situation économique et sociale du moment ; il a annoncé la rencontre, à Besançon les 25 et 26 octobre, des « Mini-Lip », qui doit envisager la riposte ouvrière sur les problèmes de l'emploi à partir des luttes concrètes.**

Michel Mousel, secrétaire national du PSU, avait introduit la soirée. Il donne en éditorial de TS **cette semaine la substance de son intervention.**

De quelque côté que nous nous tournions, la crise en France est grosse d'un affrontement révolutionnaire. Quand un système entend faire payer aux masses populaires un prix aussi élevé pour sa survie ; quand se manifeste une inquiétude grandissante devant les conséquences des choix de la croissance capitaliste ; quand se généralise le rejet de la légalité que manifestent aussi bien ceux qui s'affranchissent des règles de l'organisation, des cadences ou de la durée du travail, les paysans qui n'acceptent plus de voir leurs terres transformées en champs de manœuvre ou de radiations, les habitants des cités ou les chômeurs qui refusent d'acquitter les augmentations de loyers ou de charges ; quand les « valeurs » de la bourgeoisie sont attaquées de tous côtés — armée, justice, nation... — comment ne pas voir que peut naître une crise politique globale qui, sous quelque forme qu'elle éclate, est susceptible de libérer les capacités de création, d'expression et d'organisation propres des travailleurs.

des conditions

Cela, la bourgeoisie le sait bien. Elle se rend compte des limites de sa capacité — trop souvent surestimée — à désamorcer séparément chacun des conflits ouverts ou latents. Et c'est même la raison pour laquelle elle reste toujours prête à abattre la carte de la répression ; ne nous y trompons pas, chaque fois qu'elle y a recours (comme on l'a vu pendant les derniers mois), elle avoue sa faiblesse. Encore faut-il que les germes d'une telle crise puissent mûrir pour que la subversion ne reste pas larvée, et qu'éclate une explosion de masse contre le capitalisme. Il y a des conditions à cela.

C'est d'abord que la perspective d'organisation autonome du pouvoir des travailleurs, ce que nous nommons l'autogestion, apparaisse comme le prolongement nécessaire de chacune des luttes ; or, si nous regardons chacun des terrains où l'adversaire a été attaqué, l'absence de réponse politique s'est faite cruellement sentir. Et il en sera ainsi tant que l'on n'aura pas cherché, à travers un programme politique, à lier à chacune des luttes entreprises par le capitalisme la possibilité de construire d'autres façons de travailler, de consommer, de se détendre, de communiquer... bref une autre façon de vivre.

C'est ensuite la nécessité de faire progresser dès aujourd'hui les formes d'organisation que se donnent les travailleurs dans chacune de leurs luttes, de les étendre à tous les domaines de la vie sociale, afin qu'elles puissent s'affirmer comme alternatives au pouvoir, à la légalité, aux choix imposés par la société — ce que nous appelons le contrôle ouvrier et populaire.

C'est enfin la façon de répondre à l'exigence d'unité. Nous l'avons dit : le socialisme et l'autogestion ne se réalisent pas sans un large accord populaire, c'est-à-dire l'alliance, autour de la classe ouvrière, de toutes les catégories sociales exploitées par le système — paysans-travailleurs, employés des administrations et des services publics, jeunesse scolarisée, femmes en lutte contre toutes les formes d'oppression... Alliance autour de la classe ouvrière et des objectifs qui sont les siens : c'est autre chose que la simple addition de tous les mécontentements, autre chose aussi qu'un « ouvriérisme » simpliste qui oublierait que, pour remplir sa mission libératrice, la classe ouvrière doit dès maintenant entraîner dans son combat les couches populaires exploitées.

à tous les niveaux

De toutes les tâches, c'est peut-être la plus urgente à réaliser aujourd'hui, parce que c'est là que les handicaps sont les plus criants, mais aussi parce que c'est le nœud des autres exigences concernant le programme politique et les formes de lutte. L'unité populaire ne se fera pas simplement en braillant à toute occasion : « **Unité, unité !** ». Elle se fera si à chaque lutte, face à chaque problème, apparaît la possibilité de réunir tous ceux qui ont des intérêts communs avec la classe ouvrière dans un combat commun.

C'est le souci qui nous a guidés lorsque nous avons déterminé les domaines dans lesquels il nous semblait devoir prioritairement répondre au besoin d'unité : la question du soutien populaire aux travailleurs des entreprises en lutte ; la solidarité réelle entre chômeurs et non chômeurs, qui passe par l'organisation unitaire de ceux-ci et l'affirmation de revendications susceptibles d'être élargies comme celles qui concernent la gratuité des services, le report des loyers, des impôts et des dettes ; la multiplication des occasions de rencontre entre les travailleurs des villes et de la campagne dans leurs luttes ; le développement des formes d'organisation populaire qui, dans les quartiers, les grands ensembles, commencent déjà à refuser les augmentations de loyers et de charges, contestent l'organisation de la ville, de ses loisirs, de son école, de ses transports et où peuvent se retrouver aussi bien les travailleurs de tous secteurs que les femmes sans emploi et les jeunes.

Si déjà, sur ces terrains, le mouvement pouvait s'engager, alors quelque chose de fondamental changerait dans la politique en France. Une des conditions pour que cela soit possible serait, évidemment, que les principales organisations politiques et syndicales décident d'œuvrer ensemble dans ce sens. Nous continuerons à nous y employer, et cela à tous les niveaux, depuis celui de l'entreprise et du quartier jusqu'à celui des directions.

Mais nous savons aussi que cette tâche de reconstruction de l'unité peut être de longue haleine. Aussi ne s'agit-il pas d'attendre que tout vienne d'en haut. C'est dans la mesure où partout, le mouvement commencera à prendre que sa généralisation et sa prise en charge unitaires auront le plus de chances de se réaliser.

Michel MOUSEL ■

Après l'élection de Châtellerault

La pêche (aux électeurs) est ouverte

Châtellerault a donc vécu, l'espace d'une semaine, au rythme des capitales politiques. Les lampions se sont éteints, et chacun refait ses comptes. Et trouve des raisons d'espérer. Abelin et la majorité parce que, après tout, ils ont franchi le cap. La gauche — le PS surtout — parce qu'elle a, sans conteste, le vent en poupe.

Châtellerault, c'est fini, mais Châtellerault a suscité, ici et là, des opérations de presse qui, pour avoir avant tout un caractère commercial, ne sont pas politiquement inintéressantes.

Ainsi le **Nouvel Observateur** s'est distingué en mettant Edith Cresson à la une, et en organisant force distributions gratuites dans la circonscription. Opération politique ou habile marketing ? Les deux bien sûr, comme on sait de mieux en mieux le faire dans le grand hebdo de gôche...

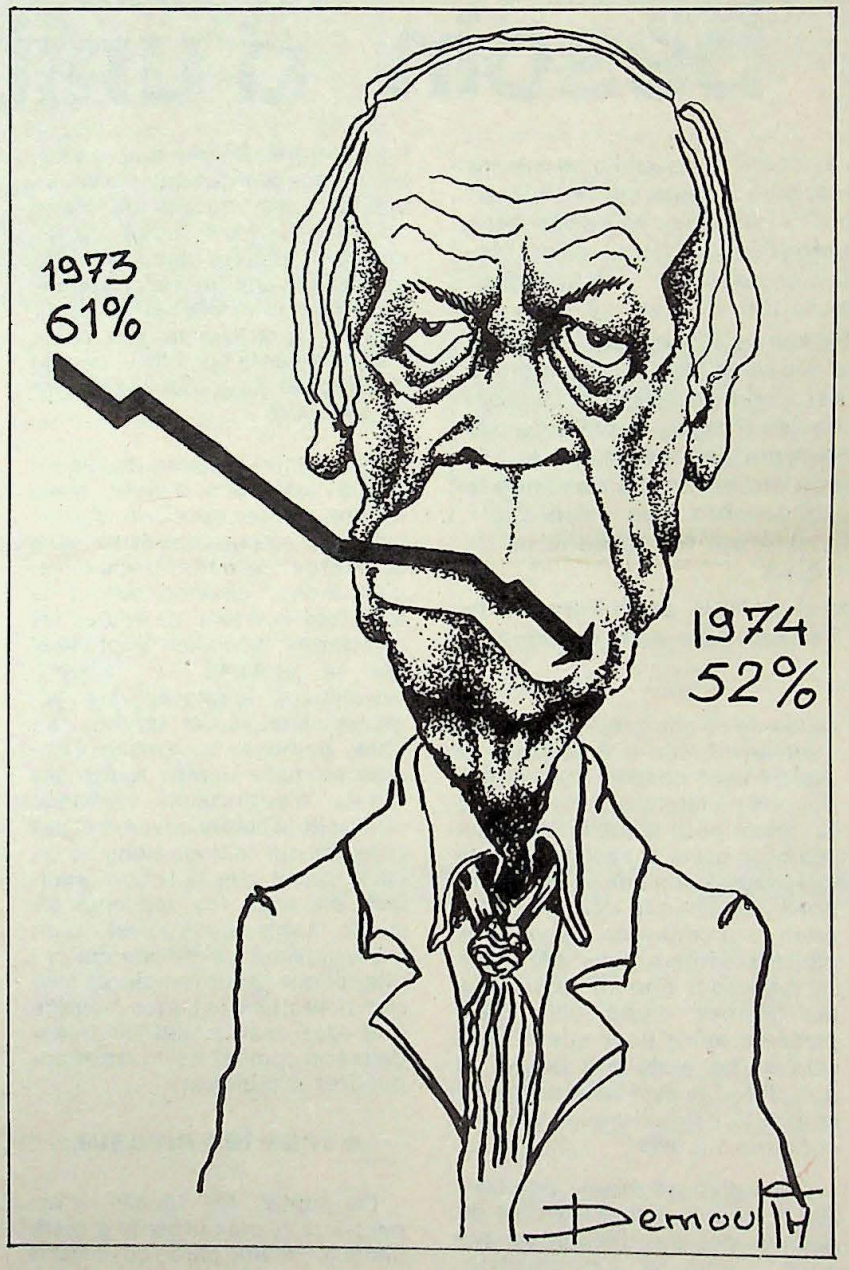
Mais c'est une fois de plus ce cher JJ-SS qui rebondit le mieux. **L'Express** a franchi le mur du son : il publie en effet une prétendue « prospection » au niveau national, de ce que serait la carte électorale française au cas où les tendances enregistrées à Châtellerault se généraliseraient. Et cela donne... 315 députés à la gauche (dont 206 socialistes) !

la science de Zorro

A l'évidence, le mode de calcul comme l'hypothèse de départ sont absurdes. Ne serait-ce que parce que les circonscriptions présentent des cas de figure extrêmement dissemblables, que par exemple le PS peut aisément gagner 7% où il était faible, mais peut fort bien, au même moment, perdre dans ses « fiefs » traditionnels (comme ce fut le cas en 1973). L'étude de **l'Express** ne tient absolument pas compte de l'effet de « nationalisation » des électorats, en vertu duquel les partis recrutent moins que jadis leurs électeurs sur la base de bastions régionalisés, mais au contraire sur l'ensemble du territoire, à partir de motivations politiques globales.

Si l'on prend soin de citer malgré tout cet article de **l'Express**, c'est — que revêtissant la panoplie du journalisme moderne — il entend cacher par le prestige d'une « science » indiscutable (avec moult chiffres, tableaux et tout) une médiocre opération politique à l'intérieur de la majorité.

Objectif de Jean-Jacques : faire peur à l'UDR — vous êtes foutus, les gars, la Fance devient socialiste à cause de vous ! — et les remplacer par de vrais, de purs « réformateurs ». Il l'écrit tranquillement dans son édito du même numéro : il y a une « **dérive entre le gouvernement et le pays (...) l'immobilisme gouvernemental, l'emprise de la bureaucratie et la démission politique nous conduisent ainsi au socialisme** ». Bigre, il est temps de réagir ! Heureusement pour le gouvernement, il y a Zorro, alias Jean-Jacques... A vrai dire, s'il est absolument exact que, lundi et mardi au Palais Bourbon, les députés de la majorité étaient pour de bon paniqués après la lecture de **l'Express**, il est loin d'être sûr que tout le monde chez eux a enfin compris que c'est JJ-SS qu'il leur faut... Ah, les cancres !



pauvre UDR...

Les plus inquiets, parmi les honorables parlementaires, sont ceux de l'UDR. C'est qu'au papier de l'Express s'est ajoutée l'enquête nationale de l'IFOP, publiée dans **France-Soir** lundi dernier. Passons sur les défauts techniques de ce genre de travail : dix interviews seulement dans chaque circonscription. Passons sur la malhonnêteté de la présentation, qui permet de publier simultanément un tableau très défavorable à l'UDR (intentions de vote des électeurs, avec choix de « primaire » possible entre UDR, RI et Centristes) et un graphique contradictoire, et beaucoup moins catastrophique pour la même UDR (il s'agissait du maintien des cas de figure de 1973, avec donc beaucoup plus de candidats UDR que de RI ou de Centristes). C'est le même procédé qui permet de présenter comme « **report de voix du premier au deuxième tour (transferts)** » ce qui n'est que la préférence des électeurs pour le premier tour, au cas où il n'y aurait pas de candidat de leur parti favori.

Il reste que cette enquête révèle deux grandes tendances. La première, c'est l'évolution de la compétition au sein de la droite : si les électeurs de droite avaient le choix, ils préfèreraient de beaucoup les RI, le parti du Président de la République (24%), à l'UDR (14%) et au Centre (7%). Cela promet de belles bagarres au sein de la « majorité présidentielle », dans la perspective des investitures électorales. Premiers rounds prévus : les cantonales de 1976 et les municipales de 1977. Dire que Chirac, Ponia et JJ-SS y pensent déjà est une aimable litote : ils ne pensent qu'à ça, chaque fois qu'ils célèbrent à déjeûner l'unité de la majorité et le libéralisme de progrès...

nouveaux socialistes

L'autre tendance, c'est la poussée de la gauche, ou plus exactement celle du parti socialiste. Cela n'est pas nouveau. Mais ce qui peut l'être — l'indication étant recoupée par les résultats de Châtellerault — c'est que les progrès du PS ne se font plus (ou plus guère) au détriment du PCF, mais à celui de la droite : gaullistes déçus par le giscardisme, centristes déçus par le ralliement à Giscard. Surtout parmi les jeunes (moins de 35 ans), les catégories les plus aisées (cadres supérieurs, professions libérales) et aussi les ouvriers.

La polémique PC-PS n'a donc pas affaibli le niveau global des électeurs de gauche, au contraire. Mais le PS s'est renforcé sur sa droite. Voilà qui est sans aucun doute satisfaisant, car il faut bien que les formations ayant choisi la priorité électorale recrutent les électeurs là où ils sont, c'est-à-dire chez l'adversaire. Mais dans quelle mesure cela pèsera-t-il sur la stratégie du PS, et sur sa « volonté unitaire » ?

Gilbert HERCET ■

les Etats généraux du soldat :

rien ne sert de courir...

Un récent communiqué d'Information pour les Droits du Soldat pose un problème de taille à l'ensemble du mouvement des soldats (1). Et au delà, il redonne l'occasion de préciser les conceptions fondamentales des militants révolutionnaires pour l'autogestion dans leur rapport avec le mouvement des masses, et de dire en quoi elles divergent de celles prônées par la Ligue communiste révolutionnaire.

Certains comités de soldats ou militants de comités se sont inquiétés en effet qu'en leur sein des militants proches de la LCR et, dans certains cas, de Révolution, proposaient — ou même annonçaient — la tenue d'une « **assemblée nationale des comités de soldats** », dont la date serait déjà fixée. Ces informations se sont trouvées confirmées par la publication simultanée au Portugal d'un communiqué du FSMAR, organe de la LCR, et d'un texte d'un comité de Sedan. Ce dernier affirmait tout de go que les « **comités de soldats français** » se réuniront fin 1975 ou début 1976, donnant même l'ordre du jour !

Il convient peut-être de reprendre brièvement l'ensemble des débats qui ont animé l'extrême-gauche depuis les débuts du mouvement des soldats. Dans un premier temps, la LCR — avec le Comité de Défense des Appelés — s'était cantonnée à une propagande générale de l'antimilitarisme révolutionnaire, quelquefois teintée d'accents ultra-gauches, sans trop se soucier de proposer des revendications transitoires pour les soldats. La réorientation dans le sens d'une lutte pour les droits démocratiques, comme programme central du mouvement des soldats, s'est faite avec « l'appel des 100 ».

L'appel des 100 a constitué un cadre revendicatif collectif et enclenché une prise de conscience sans précédent du contingent. C'est l'ampleur de la crise de l'armée qui a permis à la dynamique de « boule de neige » de jouer le rôle que l'on sait, sans que le journal **Rouge** ne joue toujours un rôle positif à cet égard, en cherchant parfois à « chapeauter » le mouvement des signataires.

Le PSU, les Jeunesses socialistes, d'autres courants et — dans une certaine mesure — la CFDT se sont alors mobilisés pour engager une lutte vers un syndicat autonome de soldats, lié au mouvement ouvrier. Une semaine avant la déclaration d'Edmond Maire en faveur d'un syndicat dans l'armée, Daniel Ben Saïd, dans **Politique Hebdo,** rappelait que la LCR ne combattait pas pour un syndicat de soldats. Une semaine après l'importante prise de position de la confédération CFDT, Alain Krivine, dans **Libération,** redressait cette position...

sous la pression

L'attitude des militants politiques devrait être de précéder, autant que faire se peut, la dynamique sociale en avançant des propositions au mouvement de masse qui lui permettent de progresser. Cette intervention aura été remplacée ici par une attitude d'attente, puis de revirement sous la pression d'événements extérieurs, que l'organisation n'aura pas concouru à susciter...

Dans la dernière période, IDS avait formulé, lors de sa conférence de mars notamment, le projet de réunion des « **Etats généraux de soldats, marins et aviateurs** », étape transitoire vers un syndicat de soldats. Après avoir eu une position similaire, d'hostilité ou d'attente, vis-à-vis de cette perspective, la LCR a transformé cette attitude en proposant en septembre, dans une tribune de **Politique Hebdo,** la tenue d'une « assemblée » nationale des comités de soldats.

Là encore, c'est sur la pression du mouvement des soldats et de ses besoins, ainsi que de l'élargissement du soutien aux soldats en lutte dans les syndicats et les organisations politiques, que la LCR aura modifié, de manière pragmatique, sa position (2). Mais le projet auquel nous avons fait référence en début d'article marque les limites de cette avancée.

Nous ne cherchons pas tant à prouver qu'avant la LCR (sans parler de Révolution), le PSU a su exprimer les aspirations et les besoins du mouvement. Mais nous pensons surtout que ces discussions successives sont révélatrices d'un phénomène plus important qu'on retrouve dans chacun de ces débats. Il s'agit en effet, pour certains militants révolutionnaires, d'avancer avant tout le développement de l'organisation politique, au détriment des besoins mêmes du mouvement des masses. L'attitude des partisans révolutionnaires de l'autogestion est exactement inverse. Ils estiment que le meilleur développement du parti est celui qui se fait au travers des succès du mouvement de masse, qui constitue leur préoccupation numéro un.

les rythmes naturels

Car enfin, cette réunion — dont date et ordre du jour seraient déjà fixés — ne regrouperait qu'une part du mouvement des soldats. Faut-il rappeler à **Rouge** qu'il mène depuis quelques semaines une critique contre des groupes d'extrême gauche portugais qui tentent de réunir « leur » coordination de commissions de travailleurs ? Il est déjà abusif de donner à une telle rencontre le nom d'« assemblée » ou de « coordination » ; mais ne pense-t-on pas aussi que les besoins mêmes du mouvement dans les casernes nécessitent de « **respecter ses rythmes naturels** » (pour reprendre les termes du communiqué d'IDS) et impliquent de réunir tous les comités possibles, en leur laissant l'organisation même de cette initiative, tout en cherchant à obtenir le soutien du maximum de syndicats ? Toutes ces conditions n'étant manifestement pas réunies en l'occurence...

Ce débat, qui renvoie à une discussion fondamentale sur la fonction d'une organisation révolutionnaire dans une perspective autogestionnaire, nous espérons vivement qu'il contribuera à lever ces hypothèques. Le PSU souhaite pour sa part qu'une rencontre des comités de soldats ait lieu. Il pense que c'est possible dans les prochains mois. Il estime que les conditions décrites plus haut peuvent être réunies et que les soldats influencés par la LCR et Révolution y auront leur place aux côtés d'IDS, et avec tous les courants du mouvement.

N. BABY ■

(1) Voir **Le Soldat** n° 4.

(2) Car tous ces revirements sont pris sans un bilan critique sérieux, au moins sur le plan public, des erreurs commises. On retrouve là un problème qui s'est déjà manifesté dans d'autres secteurs. L'exemple du mouvement étudiant, où depuis 1968 un nombre impressionnant d'orientations différentes se sont succédées sans bilan critique public sérieux, démontre ce côté « pragmatique » qui permet en partie de comprendre l'activité de la LCR.

La fête de Rouge

Après Libération *et* Politique Hebdo, *nos camarades de la LCR avaient choisi les Halles de la Villette : ils ont su en tirer le maximum de parti, tant au point de vue de la décoration que du « plateau » et de l'animation.*

Dans la conférence de presse donnée à l'issue du « meeting » du dimanche après-midi, Alain Krivine dressait le bilan de la fête : 60 000 entrées environ ; la souscription pour le quotidien serait couverte, grâce aux rentrées de la fête.

Plus de deux cents stands, la participation de nombreuses délégations étrangères. Les mouvements révolutionnaires portugais du FUR avaient envoyé une délégation officielle. Durant le meeting central, un représentant mandaté des SUV a pris la parole devant une assistance enthousiaste.

Saluons aussi, à l'occasion, le « fair-play » de Libération *qui a su reconnaître le succès de cette manifestation bien qu'il n'ait pas été invité au débat sur la presse...*

Reste le style « autre fête » de ce genre de manifestation dont nous, au PSU, avons quelque expérience : on pourrait ergoter... L'important, c'était le pourquoi de ce rassemblement : sortir un Rouge *quotidien. Mais ce « coup de presse » ne ressemble-t-il pas un peu à une fuite en avant ?* ■

librairie

Liste N° 4

- **Et la montagne fleurira. Luc Willette (Denoël)** — **F. 32,00**
- **Le grand bazar. Daniel Cohn Bendit (Belfond)** — **F. 29,00**
- **Les grandes manœuvres de l'opium, C. Lamour et M.R. Lamberti (Le Seuil)** — **F. 8,50**
- **Lutter. Georges Seguy (Stock)** — **F.29,00**
- **L'école primaire divisée, C. Baudelot et R. Establet (Maspéro)** — **F. 12,00**

Prix réel — **F. 110,50**

Notre proposition : F. 100 Franco. Adresser commande accompagnée du règlement à : Editions Syros. 9 rue Borromée. 75015 Paris - CCP 19706 28 Paris.

mi-figue, mi-raisin

Jeudi 16 octobre 1975 : la dernière phase de la cinquième conférence annuelle se termine. Elle a permis à quatre grandes organisations agricoles à vocation générale — FNSEA, CNJA, APCA (1) et CNMCCA (2) — de se confronter avec le gouvernement. Comme prévu, quatre dossiers ont été examinés : l'installation des jeunes agriculteurs, les aides au revenu, la réduction des disparités sociales et l'augmentation des crédits budgétaires. Comme prévu également, de toutes ces discussions où le MODEF, les Paysans-travailleurs et les syndicats des salariés d'exploitation ont soigneusement été écartés, il n'est pas ressorti grand chose de positif... sinon une déception quasi-générale à travers tous les milieux agricoles.

Certes, le gouvernement a débloqué quelque 650 millions de francs pour des actions immédiates ou à terme en faveur des exploitants. Une « pacotille » en comparaison des 25 milliards du plan de relance consacrés à l'industrie. D'autant plus que ces 650 millions sont appelés à retourner à brève échéance dans les circuits connexes de la production agricole, des circuits capitalistes par excellence.

Certes, l'accent a été mis tout particulièrement sur le développement d'une nouvelle politique à l'égard des jeunes agriculteurs désireux de s'installer. Une aide de 25 000 francs leur sera accordée dans tous les départements. Exception faite pour les départements défavorisés et les zones de montagne où elle sera respectivement de 30 000 et de 45 000 francs. Comparée au prix de la terre et à la surface minimale d'installation (SMI) permettant d'avoir des crédits, cette dotation est tout juste une « bonne action » de la part du gouvernement.

Des mesures ont été prises pour favoriser le départ des agriculteurs âgés. Près de la moitié des chefs d'exploitation, il est vrai, ont aujourd'hui plus de 55 ans, et 200 000 d'entre eux ont même plus de 65 ans. L'indemnité viagère de départ a été revalorisée à cet effet de 20 %, ce qui fait environ 700 francs par mois pour deux personnes !

Lundi 20 octobre 1975 : les salariés agricoles entament une semaine d'action. Pour la FGA-CFDT, la conférence annuelle, qui décide de mesures en faveur des salariés agricoles, doit être suivie de décisions sur l'emploi, le pouvoir d'achat, les problèmes sociaux et les droits syndicaux. C'est pourquoi elle a appelé les salariés agricoles à se mobiliser toute la semaine. Des manifestations, des meetings ont été organisés un peu partout à travers la France. De nombreux arrêts de travail ont été observés dans les coopératives, les organismes de développement et le Crédit agricole. Le tout a été couronné par une journée d'ampleur nationale le vendredi 24 octobre 1975. Jour où un « conseil central de planification » discute une fois de plus de l'avenir de l'agriculture.

Le gouvernement a un choix politique et économique à faire dans ce domaine. Il semble hésiter, car divisé dans sa majorité, et en attendant, il se contente de rendre acceptable des situations qui en réalité ne le sont pas. L'agriculture doit assurer en priorité l'approvisionnement de la société au moindre coût pour éviter une augmentation excessive des salaires ouvriers. D'où cette préférence à investir dans l'industrie pour créer des emplois nouveaux, et tenter en vain de résorber le chômage.

L'aide que le gouvernement apporte aux jeunes agriculteurs désireux de s'installer entre dans ce contexte. En effet, le chômage important dans les villes incite de plus en plus les jeunes à rester sur l'exploitation familiale. Ces « forces vives » de la nation (on dirait Debré...) seront heureuses de trouver les 25 000 francs du gouvernement. Mais elles ne se laisseront pas prendre à ce geste psychologique... très style Giscard... alors que rien dans les perspectives de la politique actuelle ne leur permet d'espérer un revenu décent. Un revenu qui a déjà baissé de plus de 15 % en 1974, année noire de l'agriculture, et qui ne s'améliorera pas en 1975.

Devant cette politique dont l'échec est incontestable, le gouvernement envisage une alternative. Mais quelle alternative ? Elle se cache dans le rapport Deniau sur lequel peu de bruit a été fait jusqu'alors. A croire que nos excellences ont peur de faire peur. L'agriculture serait de plus en plus spécialisée selon les régions et les pays. Elle procurerait avant tout, grâce aux exportations, un apport important de devises.

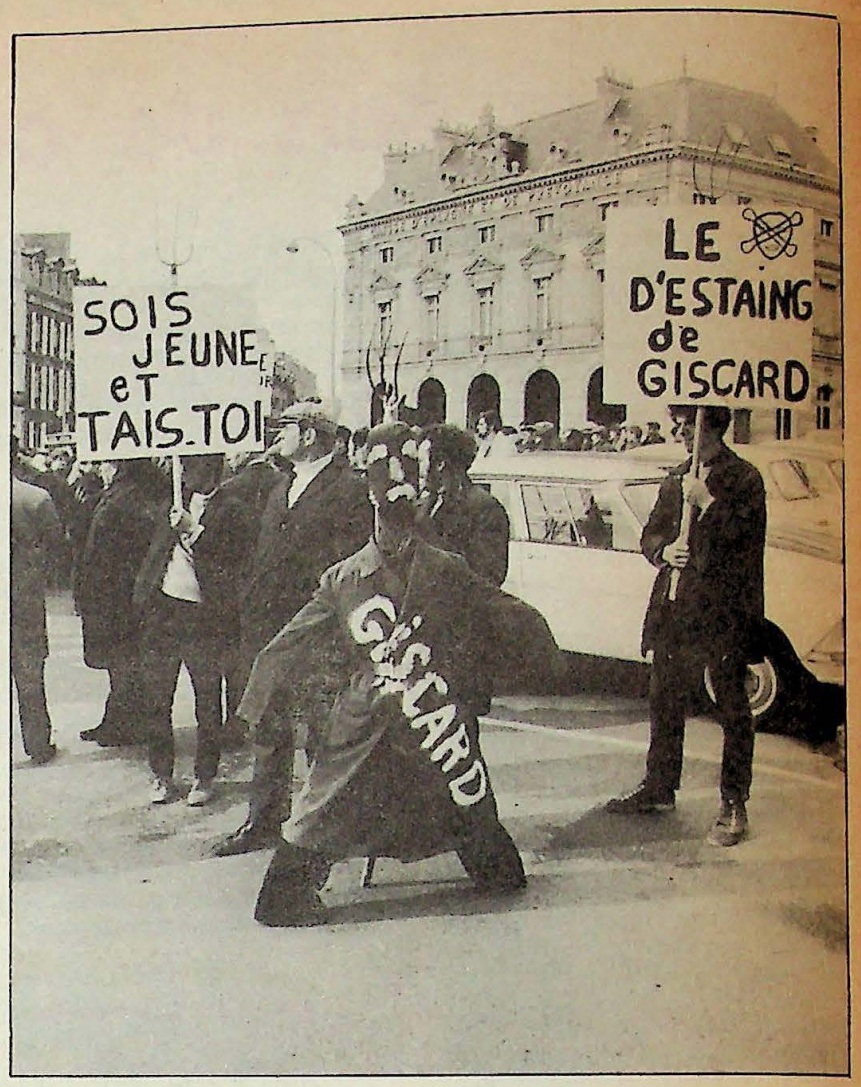
Deux documents de travail ont été établis, et vont dans ce sens. L'un par la DREE (direction des relations économiques extérieures), l'autre par la commission Cheysson. D'après ces plans, l'élevage (uniquement au rôle d'engraisseur) et l'aviculture reviendraient au Bénélux et à la RFA. Les productions fruitières aux pays méditerranéens mieux placés que la France (conditions sociales et climatiques), et qui sont des clients potentiels pour notre industrie. La France garderait les céréales, le lait et l'élevage (uniquement au rôle de naisseur). Cette capitalisation de l'agriculture sur tous les plans — production, transformation et commercialisation — ne peut pas inspirer confiance. L'agriculture américaine tout proche, et façonnée à cet image, en est un triste exemple.

Mi-figue, mi-raisin, comme à son habitude, le gouvernement français cherche sa voie. Sans nul doute, le « conseil central de planification » sera reporté à une date ultérieure : et Giscard poursuivra hélas sa politique du coup par coup, en se raccrochant au vieil adage : « loin du moindre effort, mieux vaut laisser pourrir la situation déjà existante »...

Marc DRONNE ■

(1) Assemblée permanente des Chambres d'agriculture.

(2) Confédération nationale des Mutualités et caisses de Crédit agricole.



en 1971 déjà

Germinal n° 3 est paru.

Un numéro spécial sur les luttes foncières, au sommaire duquel vous trouverez :
— les propositions du PSU « Pour un contrôle populaire sur la destruction des sols »,
— un exemple de l'action d'une SAFER en Champagne,
— le meeting pique-nique de Vouhenans en Haute-Saône, organisé par le CDJA,
— la population de Vaumeilh (Alpes de Haute-Provence) dit non à l'aéroport,
— l'agriculture au Portugal, une interview d'une animatrice de l'institut de réforme agraire d'Alcaster (IRA).

Il est en vente au prix de 1 franc à la librairie Syros. Les abonnements pour un an sont à souscrire au prix de 10 francs à la librairie Syros.

P.S.U. - Documentation

Vient de paraître

N° 96 / 97 Le syndicat de la magistrature F. 4.00

Numéros disponibles :

N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse	2.00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes	2.00
N° 26 Rosa Luxembourg	1.00
N° 27 - 28 La crise du système monétaire international	2.00
N° 42 - 43 - 44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université	3.00
N° 51 Le recrutement	1.00
N° 52- 53 - 54 Quand les patrons vont à l'école	3.00
N° 56 - 57 Sionisme et libération	4.00
N° 70 - 71 - 72 Coopération du néo-colonialisme	4.00
N° 75 - 76 - 77 Le PSU Dossier d'Accueil	4.00
N° 78 - 79 Sur la Question agraire	3.00
N° 85 Le PSU analyse le rapport Sudreau	2.00
N° 86 - 87 - 88 Le chômage sous produit du capitalisme	6.00
N° 89 - 90 - 91 Militer contre le militarisme fascicule 1	6.00
N° 92 - 93 Une section du P.S.U. à PARIS	4.00
N° 94 - 95 Militer contre le militarisme, fascicule 2	4.00

Abonnement 20 n° F. 30.00

A adresser à :
Editions Syros 9, rue Borromée, 75015 Paris C C P 19 706 28 Paris

autonomie régionale

LA FORCE DE LA DIVERSITE

Perquisitions et

arrestations en série,

la semaine dernière, dans les milieux autonomistes de Bretagne et

du Midi ; situation toujours tendue en Corse... A travers ces évé-

nements, la question des minorités nationales reste posée.

Le mythe de la République une et indivisible a perdu ses vertus révolutionnaires, comme a perdu ses aspects réactionnaires la revendication de l'autonomie régionale. Ce qui était juste, lors de la formation de l'Etat bourgeois moderne en lutte contre les survivances féodales, est devenu injuste en période de lutte des travailleurs contre cet Etat bourgeois, centralisé à l'extrême, qui entrave leurs aspirations au socialisme.

Les centralistes se réclament de l'héritage jacobin. Abusivement ! Car le centralisme qui domine la vie publique en France ne procède pas de Robespierre mais de Bonaparte. Ces institutions qui nous régissent sont l'œuvre de ce dernier qui a imposé à la société civile, en créant l'administration préfectorale, un système de direction autoritaire, imité de l'armée. Jamais l'autorité préfectorale n'a été mise en question, sauf par la Commune de Paris en 1871.

Nous nous réclamons de cette glorieuse tradition communaliste. Nous dénonçons le carcan étouffant qu'on a mis au cou de la population. Contre ses servitudes et contraintes, nous levons le drapeau de l'unité dans la diversité, de la fédération des provinces et des communes de France, du droit des minorités ethniques et nationales à déterminer librement leur sort, à choisir leurs institutions, à établir les liens avec l'Etat fédéral.

Briseurs d'idoles et de mythes, nous proclamons à la face de cette France transie, frileusement repliée sur son passé, divisée contre elle-même, qu'il est temps de se tourner résolument vers l'avenir, d'abolir l'administration préfectorale, de démanteler l'Etat oppresseur, d'accorder aux provinces et communes les pouvoirs et les ressources qui les mettraient à l'abri des pressions exercées par l'autorité centrale.

« **Utopie qui menace l'unité nationale** », clament les conservateurs de tous poils, de droite et de gauche. C'est faux ! Le danger de désagrégation vient du maintien des formes du pouvoir, qui heurtent les aspirations au **self-government** des citoyens, émanant directement de la population à tous les niveaux, en partant du plus bas.

Le cadre de l'Etat national a favorisé le développement du capitalisme. Il est devenu trop étroit en période de l'impérialisme, des sociétés multinationales, de la mobilité pieuvreuse des capitaux à la recherche du profit maximal. Les super-puissances ne laissent aux autres Etats que l'apparence de souveraineté, elles ont éloigné et camouflé à tel point les centres de décision que les peuples ignorent l'identité de leurs vrais dominateurs.

Contre cette monstrueuse concentration du pouvoir économique et politique, contre la domination d'une poignée de magnats internationaux, ne peut se dresser efficacement qu'un pouvoir populaire, permettant aux exploités et aux opprimés de se défendre contre la violence institutionnelle de plus en plus perfectionnée de l'Etat bourgeois et de ses forces de coercition.

Partisans de l'autogestion ouvrière, nous devons soutenir le droit à l'autodétermination du peuple, à une large autonomie régionale et communale, aux structures fédéralistes, qui offriraient aux organismes autogérés un cadre institutionnel privilégié.

Seuls à occuper depuis longtemps ce créneau, nous sommes rejoints par beaucoup d'autres qui ressentent, avec une acuité accrue par la crise, les effets des inégalités régionales et l'urgente nécessité de se dégager de la tutelle étatique. Quant au gouvernement, il se raidit, s'adosse à la fausse réforme régionale de juillet 1972, n'envisage, face aux pressions populaires, d'autres solutions que la répression renforcée. Après les événements de Corse, de nombreuses arrestations ont eu lieu en Bretagne.

Victor FAY ■

dans ce spécial-quatre pages « autonomie régionale » :

— un article sur la situation en Bretagne
— l'étude de Victor Fay : Le droit à la différence
— le compte-rendu de la réunion de la commission minorités nationales du PSU
— des notes de lecture et une bibliographie

Bretagne

Samedi, à l'aube...

« Cette fois, ils ont mis le paquet... ». « Ils » ? C'est-à-dire les inspecteurs de la Sûreté nationale descendus de Paris et les services régionaux de la police judiciaire de Rennes. L'heure H a sonné samedi 18 octobre : déploiements de force, opérations « coup de poing », une centaine d'interpellations à domicile, bon nombre de gardes à vue dans les cinq départements bretons (quand il s'agit de répression, la Loire-Atlantique est considérée comme bretonne...), déjà quelques inculpations : la chasse au « poseur de bombe » est ouverte.

C'est un cinéma qui rappelle celui de 1968, de 1969, et de 1972 (les fameux procès FLB). On pouvait s'y attendre : l'absence de réaction officielle, après les derniers attentats (d'ailleurs non signés) contre les domiciles de parlementaires et de notables de la région, sentait le coup fourré...

Qui arrête-t-on ? Le plus de monde possible dans les milieux bretonnants, sur des présomptions inexistantes ou très vagues — en d'autres termes, pour « délit d'opinion ». Cette fois pourtant, il semble que l'on vise particulièrement les membres ou les sympathisants véritables ou supposés du FASAB, le Front autonomiste et socialiste autogestionnaire breton, créé en septembre dernier.

Rassemblant des militants des comités d'action bretons constitués en 1972 pour soutenir les détenus FLB, les libertaires du groupe « Stourm Breiz », des membres du SAV (Strollad Ar Vro, le « Parti du pays », qui revient de loin, et même d'un nationalisme fort suspect), du Parti communiste breton, ainsi que bon nombre de bretonnants inorganisés, le front a l'ambition de devenir l'organisation la plus importante de la presqu'île. Il souligne avec force son option socialiste-autogestionnaire. Quant à sa volonté « d'autonomie », elle ne se veut ni régionaliste ni séparatiste ; il lui reste sans doute à définir ses objectifs et ses méthodes...

C'est précisément cet effort de regroupement qui inquiète le gouvernement, peu soucieux de voir le mouvement breton se structurer et se dégager des ornières d'un nationalisme ambigu ou de biniouseries dérisoires. Et l'interdiction du FASAB pourrait bien être le but précis de l'opération à grand spectacle montée par la Sûreté : en jetant son filet, elle espère trouver ces « preuves formelles » qui lui ont jusqu'ici singulièrement manquées.

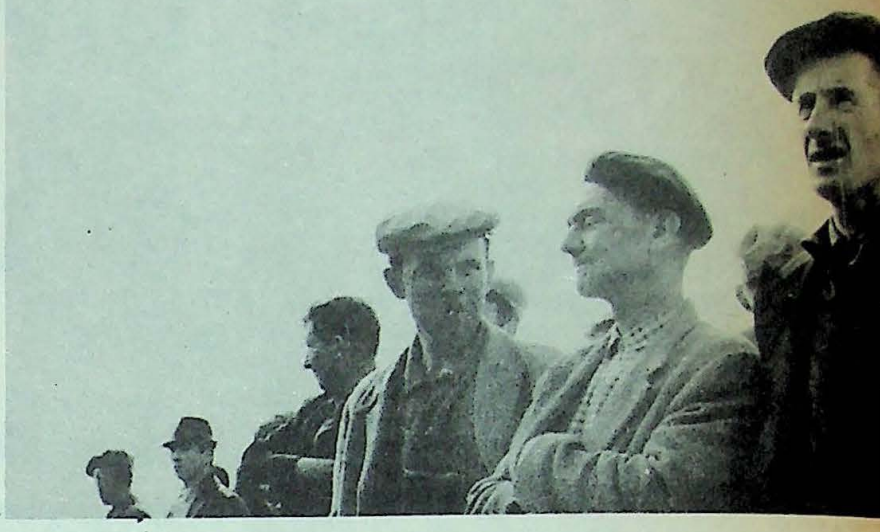
Autre point à considérer : le danger nouveau que peut représenter le FASAB pour les notables locaux, à quelques mois des élections cantonales. Le front en effet a exprimé l'intention d'établir la jonction sur le terrain avec les Paysans-travailleurs et la CFDT-Bretagne.

Enfin, plus largement, il s'agit pour le pouvoir de discréditer tout mouvement bretonnant, tout homme, toute organisation, toute initiative qui se réclame de Bretagne. Ponia est passé maître dans l'art de l'amalgame systématique : dans chaque ville ou village, dans chaque paroisse, dans chaque entreprise, les mots « militant breton », ou même « militantisme en Bretagne », doivent signifier : violence, attentats, bombes, armée clandestine, Aleria... Il s'agit d'inquiéter pour rassurer ; de provoquer pour réprimer.

Cependant le calcul pourrait s'avérer faux. Il y a eu des précédents : en 1972, à Paris, le procès dit « du FLB » fut l'occasion unique de présenter à une tribune de choix le problème breton dans toutes ses dimensions... Par ailleurs, en Bretagne, où les conditions de vie et de travail vont en se dégradant, où le chômage sévit, l'opinion dans son ensemble est loin de se sentir concernée par les thèses autonomistes. Beaucoup pourraient prêter une oreille attentive aux nouveaux accusés... pour peu que la Cour de sûreté de l'Etat leur donne la parole.

René LANARCHE ■

Le droit à la différenc



Dans ce domaine, comme dans tant d'autres, les autorités s'obstinent. Peu leur importe que la révolution d'octobre 1917 ait accordé le droit de disposer de leur sort à tous les peuples conquis par l'empire des tsars, que le pouvoir bolchevique ait adopté, sur proposition de Lénine, le statut fédéral créant une union des Républiques socialistes soviétiques, souveraines et égales en droit. Cette constitution de 1922 n'a jamais été vraiment appliquée ; le caractère centralisé du parti a été encore aggravé par Staline, réduisant les institutions soviétiques au rôle de simples organes d'exécution.

La Yougoslavie s'est inspirée du projet de Lénine, créant des institutions fédéralistes, les prérogatives des Républiques fédérées ayant été encore élargies, au détriment du pouvoir central, par la constitution de 1972. La ligue des communistes s'étant à son tour décentralisée, accordant de vastes pouvoirs au parti de chaque République, la fédération yougoslave, malgré quelques interventions du pouvoir central, est bien plus proche du projet léniniste que le statut réservé en URSS aux minorités nationales.

D'autres exemples, plus anciens, de l'Etat bourgeois fédéral, ceux de la Suisse, des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie, là où n'existaient pas les survivances féodales, montrent que ce type de structure non seulement ne sape pas mais consolide l'unité nationale. Plus près de nous, la République italienne, bien que l'unité nationale y soit relativement récente, a su doter les régions d'un statut d'autonomie, en tenant compte, dans quatre d'entre elles, de leurs particularismes ethniques.

Se greffant sur une réelle autonomie communale, ce régime a permis la cohabitation, dans un Etat dominé jusqu'à présent par la Démocratie chrétienne, de courants d'opinion opposés et l'implantation communiste dans les principaux centres urbains. Faut-il s'étonner qu'à la suite de cette expérience le PC italien soit devenu partisan du fédéralisme, qui lui a ouvert les avenues du pouvoir et a contribué à former toute une pléïade de dirigeants et gestionnaires de valeur.

Signalons en outre que les communistes espagnols veulent donner à la future République, qu'ils comptent établir sur les décombres du franquisme, un statut fédéral, et accorder aux Basques, aux Catalans et peut être aux autres provinces, les droits, si longtemps refusés, des minorités nationales.

Les cultures ne sont pas des toupies

L'intérêt du livre de Richard Marientras (1) Etre un peuple en diaspora est de partir du particulier — la question juive — pour l'élargir à l'ensemble du problème des minorités nationales. *« Si l'on me demande aujourd'hui, faut-il aider les tziganes ? (ou les Catalans, les Basques, les Bretons, les Indiens, les Slovènes, les Juifs, les Arméniens) à survivre en perpétuant et en approfondissant leurs différences, je dirais : il le faut. Je ne chercherais pas à savoir — car il y a trop de haine et d'arrogance dans une telle curiosité — si ce groupe est un peuple, une nation, une tribu, une classe, une caste, une secte, un fossile ou un vestige. Ni si l'obstination qu'il met à s'éterniser convient au progressisme du moment. Les cultures ne sont pas des toupies ».*

A partir de cette profession de foi, qu'on aurait tort de qualifier trop hâtivement seulement « d'humaniste », Marientras met en pièces le concept même d'Etat-nation. Pour l'Etat-nation, la territorialité doit exprimer, presque de façon mécanique, la superposition précise de l'espace socio-juridique et de l'étendue géographique où les lois nationales sont applicables.

A partir de là, Marientras fait le procès d'une certaine gauche qui veut — pour se l'approprier un jour — que l'Etat centralisé, avec toutes ses prérogatives policières, judiciaires et bureaucratiques, conserve une souveraineté jalouse qui confisque au citoyen toute initiative. L'auteur s'en prend à cette gauche qui ne voit dans l'Etat qu'un instrument provisoirement

Tout cela est loin d'être parfait et peut être sensiblement perfectionné. Cela présenterait cependant pour la France un net progrès par rapport à l'état de choses existant. Le projet, esquissé par Marx à propos de la Commune de Paris, permet d'élaborer une réforme de structures, allant bien au-delà des expériences tentées dans d'autres pays (voir encadré).

un problème qui divise les partis

Le problème de l'autonomie régionale divise toutes les formations politiques. On retrouve au sein de l'UDR des « centralistes » comme Chirac et des « régionalistes » comme Chaban-Delmas, les premiers l'emportant de loin sur les seconds. On les retrouve parmi les Républicains indépendants, qui, à la suite de Giscard, font marche arrière et désavouent, par la voix de Poniatowski, leurs promesses et engagements antérieurs. Quant aux centristes et Radicaux de la majorité, après avoir beaucoup parlé du pouvoir régional, ils n'envisagent plus qu'un pouvoir économique régional, ce qui enlève à la campagne démagogique de JJ-SS toute sa portée.

Les choses ne vont pas beaucoup plus loin dans le camp de l'opposition. Sans parler des Radicaux de gauche discrets à Paris et régionalistes d'occasion en Corse, le Programme commun, s'il prévoit l'élection des conseils régionaux pourvus d'un exécutif, au suffrage universel direct et à la proportionnelle, ne précise ni les prérogatives ni les ressources dont ce pouvoir serait muni, ni — c'est ce qui est essentiel ! — ne réclame la suppression de la tutelle préfectorale.

Après les affrontements sanglants de Corse, les premières réactions du parti communiste étaient plus que timorées. Deux militants d'origine Corse, Casanova et Salini, ont vivement critiqué non seulement les actions de commandos de l'ARC, mais les revendications autonomistes en général, et ne proposaient que des mesures d'ordre économique. Lors de la grève générale déclenchée en Corse contre la répression, la CGT ne s'y est pas associée.

Mis en présence des remous suscités par cette attitude parmi les communistes corses de la métropole, Georges Marchais a rectifié le tir, en mettant l'accent sur « le pouvoir réel » dont devraient être pourvues les collectivités locales et régionales, sans admettre pour autant les droits particuliers de la population corse et des autres minorités ethniques et nationales.

Le parti socialiste, tout en accordant à ce problème plus d'attention, ne s'est pas montré moins hésitant lors des événements de Corse. Il est vrai que François Mitterrand, soutenu par des militants issus de la Convention des institutions républicaines et du PSU, s'est prononcé sans équivoque pour une réforme régionale. Son parti reste cependant, dans son ensemble, peu concerné par ce problème ; les anciens notables, venus de la SFIO, ainsi que certains membres du CERES se montrant très réservés à l'égard de l'autonomie régionale, **à fortiori** à l'égard des droits des minorités.

PSU : un soutien résolu

Face à ces tergiversations, tant sur le plan doctrinal que surtout sur celui de la pratique politique, le PSU affirme la cohésion de sa démarche autonomiste et autogestionnaire. Il accorde un soutien résolu aux revendications d'autonomie régionale et locale, ce qui implique l'abolition de la tutelle préfectorale, de tout contrôle **à priori**, ainsi que le transfert aux collectivités d'une partie considérable des recettes fiscales.

La fiscalité nationale, fortement allégée, devrait couvrir le fonctionnement des institutions centrales, ouvrir les voies de recours aux organismes régionaux, procéder enfin à la péréquation des ressources entre les régions riches et pauvres, en vue d'égaliser, autant que faire se peut, les conditions d'existence de la population.

En ce qui concerne les minorités, si nous n'approuvons pas les actions auxquelles ont été acculés certains de leurs mouvements, notamment les attentats individuels et les opérations de commandos, nous soutenons leur droit à l'autodétermination à un statut particulier leur permettant de préserver, contre les empiétements du pouvoir central, leur spécificité linguistique et culturelle. Les Bretons, les Basques, les Catalans, les Corses, les Alsaciens, les Flamands, ainsi que les Occitans, aspirent à sortir de leur hibernation parfois séculaire. Leur autonomie administrative, linguistique et culturelle, ne ferait que renforcer l'unité nationale, tout en favorisant les échanges, infiniment plus fréquents et féconds, avec les nations voisines.

Des mesures particulières concernant les minorités nationales récemment implantées en France qui forment 8 % de la population globale : algérienne, portugaise, espagnole, etc., doivent permettre de protéger, contre la volonté d'assimilation des autorités, l'identité nationale, l'héritage culturel et le genre de vie de ces immigrés, pour la plupart de fraîche date, qui considèrent leur séjour en France comme temporaire.

Aucun des exemples que nous avons examinés ici ne convient, tel qu'il est, à la France. Force nous est de faire preuve d'imagination pour adapter, aux circonstances présentes, un projet de statut fédéral permettant de juguler les abus du pouvoir central et d'assurer à la population travailleuse de ce pays le respect de ses libertés publiques et individuelles.

Victor FAY ■

Marx : la commune de Paris, un modèle

« La Commune de Paris devait, bien entendu, servir de modèle à tous les grands centres industriels de France. Le régime de la Commune une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait, dans les provinces aussi, dû faire place à l'autogouvernement des producteurs.

« Dans une sommaire esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, elle déclare clairement que la Commune devait être la forme politique même des plus petits hameaux de campagne et que dans les régions rurales l'armée permanente devait être remplacée par une milice nationale avec un temps de service extrêmement court. Les communes rurales de chaque région devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée de délégués dans la ville centrale, et les assemblées de région devaient à leur tour envoyer des députés à la délégation nationale à Paris, chaque délégué devant être à tout moment révocable et lié par le mandat impératif de ses commettants. Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes, qui resteraient encore à un gouvernement central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a intentionnellement représenté à faux, mais devaient être remplies par des agents communaux, et par conséquent strictement responsables. L'unité de la nation ne devait pas être brisée ; mais, au contraire, être organisée par la Constitution communale et devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'Etat qui prétendait être l'incarnation de cette unité indépendante de la nation même, et supérieure à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire.

« Tandis que les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental devaient être amputés, ses fonctions légitimes seraient arrachées à une autorité qui usurpait une pré-éminence au-dessus de la société elle-même, et rendues aux agents responsables de la société ». (1)

(1) Karl Marx : La Guerre civile en France en 1871 adresse au Conseil général de l'Association internationale des travailleurs. Editions sociales, Paris 1946, p. 53.

mal utilisé mais qu'elle a l'intention d'utiliser le moment venu comme il est.

Enfin il reproche à cette gauche de confondre égalitarisme qui écrase au rouleau compresseur et de niveler la richesse et la diversité des cultures, avec la véritable démocratie politique dont la France « une et indivisible » n'a connu qu'une triste caricature. Toute une tradition idéologique qui défend la culture contre les cultures est battue en brèche.

C'est également à partir de la contestation du concept Etat-nation que Marentras s'en prend au sionisme comme réponse à la question juive. Il y voit l'impasse où conduit la couverture institutionnelle sensée protéger une communauté culturelle ou un peuple qui est amené ainsi à nier la diversité de ses composantes et la richesse de ses différents apports historiques. La démonstration et la mise en garde vaut aussi pour les autres minorités nationales.

Même pour garantir d'anciens opprimés, l'Etat-nation se révèle vite oppresseur, c'est ainsi qu'en Israël tout ce qui ne coïncide pas avec l'établishment achkenaze (juifs européens) devient étranger au système. Et cela même si les sépharades (juifs orientaux), considérés comme minoritaires, sont devenus numériquement majoritaires. Eux aussi avec les Palestiniens sont devenus les Juifs des Juifs.

Ainsi Marientras estime que, pour les juifs français, le sionisme et le traditionalisme religieux sclérosé n'offrent pas d'issue. Pour répondre concrètement à une situation concrète, le combat pour un avenir socialiste en France doit prendre en compte et s'articuler intimement aux luttes pour l'affirmation des minorités culturelles et nationales auxquelles l'auteur assimile la communauté culturelle juive qui a tant apporté au mouvement ouvrier international. Les organisations politiques ne doivent pas imposer aux militants une impossible « assimilation » à la norme majoritaire dont elles sont plus ou moins inconsciemment porteuses et qui signifie pour ces militants le reniement de leur spécificité.

Alain Tlemcen ■

(1) Editions François Maspero (28 F.), préface de Pierre Vidal-Naquet · en vente à Syros.

Commission minorités nationales du PSU

les damnés de l'intérieur

La commission minorités nationales du PSU, qui s'est réunie les 4 et 5 octobre en Catalogne-Nord à Perpignan, s'est particulièrement penchée sur la situation au pays basque et sur le problème corse.

Au pays basque, la répression sauvage que le régime franquiste exerce, prend les proportions d'un véritable génocide. La répression officielle se double maintenant d'une répression parallèle menée, hors de tout cadre légal, par des policiers organisés en « escadrons de la mort », qui frappe indistinctement militants basques, membres de leurs familles, sympathisants, d'abord en Euzkadi-Sud mais aussi en Euzkadi-Nord. Euzkadi-Sud vit de nouveau à l'heure de Guernica. La responsabilité du PSU est engagée. Nous devons réaffirmer activement et concrètement notre soutien au peuple basque, en lui donnant tout le caractère offensif nécessaire, en participant à toutes les actions dirigées contre la collaboration Giscard-Franco.

Les représentants du PSU Corse ont exposé les conditions dans lesquelles les événements d'Aléria et de Bastia se sont déroulés et leurs causes profondes. Dès le mois de mai 1975, lors d'une précédente réunion de la commission, le PSU Corse avait dans un long rapport insisté sur la profondeur de la crise et sur les risques d'explosion dont elle était génératrice.

En raison de la situation de colonialisme intérieur dans laquelle se trouve l'île, et de l'importante prise de conscience du fait national corse par le peuple corse très en avance sur les autres minorités de l'hexagone, des couches de plus en plus larges de la population se mobilisent.

Les derniers événements ont ouvert une phase nouvelle de la lutte.

Dans l'immédiat, la lutte contre la répression et pour la libération des militants emprisonnés doit être menée activement, au sein des comités antirépression et de soutien déjà créés dans l'île, et par la multiplication de comités de soutien dans l'ensemble de l'hexagone.

En même temps, s'ouvre en Corse un débat entre les différentes forces populaires anticolonialistes, débat qui a pour but de clarifier les objectifs de lutte et les moyens nécessaires à son développement. Quelle autonomie pour la Corse ? Quelle signification donne-t-on à la notion de « peuple corse », à celle de « nation corse » ? Quelle articulation en Corse entre la lutte des classes

et la lutte pour l'autonomie ? De quelle façon assurer la convergence entre les luttes des minorités nationales et les luttes des forces populaires de l'hexagone ?

Le PSU Corse avait déjà apporté des éléments en éditant une brochure sur « **la question nationale corse** » (1). La prise de position de l'Union régionale corse CFDT en faveur de l'autonomie dans le cadre de l'autogestion socialiste lors de son troisième congrès, la création récente à l'initiative du PSU Corse d'un « groupe socialiste autogestionnaire » sont des éléments positifs.

Ce débat, qui concerne actuellement à des niveaux différents l'ensemble des minorités nationales existant sur le territoire français, est posé au sein du PSU depuis le congrès de 1971. Il concerne aussi toutes les forces politiques et syndicales du mouvement ouvrier français, restées jusqu'ici, pour une grande partie, étrangères à tous ces combats, ce qui facilite la politique répressive du pouvoir centralisateur.

La commission estime qu'il est indispensable que le PSU prenne toutes les initiatives pour qu'une large discussion s'établisse au sein des minorités nationales et dans l'ensemble du mouvement ouvrier.

Fidèle en cela à son combat pour le socialisme autogestionnaire, le PSU entend ainsi, que le droit à l'autodétermination de toutes les minorités nationales soit enfin reconnu.

---

(1) Disponible au prix de 2 F à Syros.

Attente

Le PSU, dès qu'ont été connues les arrestations opérées en Bretagne et dans le Midi, a demandé au collectif des libertés de la gauche de se réunir. Il n'a pas eu — à l'heure où TS est mis sous presse — de réponse à cette proposition.

A lire

● **Manifeste du parti socialiste unifié :** les minorités nationales, aux éditions Tema action.

● **Les marxistes et la question nationale** (Georges Haupt, Michael Lowy, Claudie Weill), au éditions Maspero (46 F). Ce livre comprend une présentation concernant l'histoire du problème et une très complète anthologie de textes et d'éléments de débat dans le mouvement ouvrier international.

● **Le congrès des peuples d'Orient,** éditions Maspero. Il s'agit du compte-rendu, réédité en fac-similé, du célèbre congrès organisé par l'Internationale communiste.

● **La conception matérialiste de la question juive** (Abraham Leon) aux EDI (24 F). Livre un peu ancien mais le seul présentant une tentative d'analyse marxiste de ce problème complexe.

● **La question nationale** (numéro spécial de la revue **Partisan,** éditions Maspero).

● **Critique socialiste,** numéro spécial sur les minorités nationales.

Ces livres sont en vente à la librairie Syros.

Bientôt aux éditions Syros

Les éditions Syros ont décidé, pour inaugurer la collection « **histoire et théorie** » de publier la première édition en français d'un livre dont beaucoup de militants ont entendu parler mais n'ont jamais pu lire : **Les mouvements d'émancipation nationale** (l'aspect théorique et la solution pratique de la question) d'Andrès NIN (1892-1937).

Cette œuvre fut publiée pour la première fois en 1935, lorsqu'en Catalogne la puissance du mouvement national catalan et du mouvement ouvrier était la plus forte, et plus complexe la problématique que présentait le rapport entre les deux mouvements. Andrès Nin, à son retour d'URSS où il avait occupé des charges élevées dans l'organisation internationale communiste, voulut présenter avec cet ouvrage une œuvre de divulgation de la doctrine marxiste-léniniste sur les mouvements nationaux de libération et leurs rapports avec les mouvements ouvriers à ce moment-là. En 1939, la Catalogne étant occupée, les fascistes détruisirent tous les exemplaires de cette œuvre qu'ils purent localiser.

Préfacé par Yvan Craipeau, le livre compte en plus une biographie politique d'Andrès Nin, dirigeant du POUM (parti ouvrier d'unification marxiste) par Wilebaldo Solano, secrétaire général, pendant la révolution espagnole, des jeunesses communistes ibériques (jeunesses du POUM).

Avant d'être distribué publiquement, le livre sera offert aux amis de Syros à un prix souscription.

Les mini-lip : des réponses nouvelles

Les conflits se durcissent : à la COMSIP, contre une menace de 750 licenciements (sur un effectif de 4 440), les travailleurs occupent la mairie de Saint-Cloud (celle de Fourcade) ; chez SOVIREL, les grévistes occupent la voie Paris-Montargis pour protester contre 181 licenciements ; à Air France, les pistes de Roissy sont occupées pour obtenir des augmentations de salaires et l'intégration des suppléants dans les effectifs, etc... De nombreuses occupations se poursuivent par ailleurs.

Dans le même temps, les travailleurs sont passés à l'offensive dans le secteur nationalisé (grève de 24 heures dans les Houillères, grève de 24 heures dans les PTT pour la suppression d'un samedi de travail sur deux, manifestations et grèves contre la privatisation au CEA le 18 octobre, menaces de grève à EDF-GDF et à la SNCF), mais de façon très mesurée : les initiatives intersyndicales — type grève de 24 heures — répondent de moins en moins à la situation réelle des travailleurs. Les jalousies organisationnelles entre CGT et CFDT sur la manière de négocier les médiocres propositions gouvernementales sur la retraite pour les travailleurs manuels, ou les propositions unilatérales et démagogiques de FO pour les trente six heures de travail par semaine ne contribuent pas à préparer une offensive unitaire des travailleurs sur l'emploi.

Pourtant le pouvoir entend continuer à frapper et à isoler tous ceux qui aujourd'hui essayent d'inventer d'autres ripostes, de nouvelles formes de lutte. Dans les banques, les PTT, la chimie, des sections syndicales CFDT et CGT commencent à se battre pour les 35 heures payées 40. Ils demandent du temps pour vivre, une réduction de la charge du travail, le samedi libre. Ils ouvrent un nouveau front contre le chômage partiel en réduisant la charge de travail, en quittant les services une heure ou une demi-heure plus tôt, en réclamant du personnel supplémentaire, ou la titularisation des suppléants et des auxiliaires.

Voilà les objectifs réels face à l'offensive patronale. Ils ne seront pas applicables « partout et maintenant », si la lutte n'est pas conçue au niveau de toute une branche, d'un trust de plusieurs services ou de plusieurs unités de production. Le patronat utilise la crise. Nous devons nous aussi l'utiliser.

Comment coordonner les luttes, comment analyser chaque attaque de la bourgeoisie, quelle bataille sur l'emploi ? Les questions aux réponses jusqu'ici éclatées, isolées, avec des échecs et des succès, seront débattues samedi et dimanche à Besançon par les travailleurs qui s'y sont affrontés et y ont apporté des réponses nouvelles. Les conclusions des « mini-Lip » concernent donc tout le mouvement ouvrier.

Yves SPARFEL ■

Idéal-Standard occupé, à Dammarie-les-Lys : Lip a fait des petits...

autoréduction en France

l'exemple des banques

Dix-huit mois après le « mai des banques », les employés de la BNP, de la Société Générale et du Crédit Lyonnais font de nouveau parler d'eux. Déjà le 9 octobre, ils étaient 10 000 dans la rue pour protester contre le refus des banquiers d'ouvrir de véritables négociations sur les salaires et la durée du travail. CGT et CFDT réclament les 35 heures, 200 F. pour tous et 1 700 F. minimum à l'embauche.

Réponse des patrons : une lettre (publiée par **le Canard enchaîné**) du délégué général de l'association professionnelle des banques aux directions de toutes les banques leur demandant de ne pas accorder de prime afin *« d'éviter de provoquer la surenchère des organisations syndicales »*.

pour les 35 heures

Dès le lendemain de cette manifestation, des assemblées générales ont eu lieu dans de nombreuses agences parisiennes pour faire le compte-rendu de la commission paritaire de la veille au cours de laquelle les patrons ont accordé parcimonieusement 2 % d'augmentation et 30 F pour la prime de transport.

A l'occasion de ces assemblées, de nombreux employés ont proposé de répondre d'une façon offensive à l'intransigeance des patrons en autoréduisant leur journée de travail. 350 personnes de la BNP-Bergère ont décidé ainsi une autoréduction de vingt minutes par jour. A la BNP-Louvre, 130 personnes ont voté une autoréduction d'une demi-heure par jour. Et les exemples sont encore nombreux. Partout l'ambiance est combative et, dans certaines agences, on envisage même un mouvement de grève.

Les banques privées — la CIC, la Banque Jodan... — ne sont pas non plus à l'abri de la contagion. Au CGIB, la direction a même cédé aux revendications des employés avant que l'action ne s'engage. Pour l'instant, le mouvement, qui reste limité à la région parisienne, est minoritaire. Néanmoins l'idée d'autoréduction, qui est très populaire, peut très vite faire tache d'huile. Cette forme d'action qui est en effet beaucoup plus adaptée à la situation actuelle que les grèves tournantes de vingt quatre heures, connaît partout un certain écho. Déjà le mouvement se coordonne comme à la BNP où l'autoréduction d'une demi-heure vient d'être généralisée.

Cette bataille pour les trente cinq heures se fait parallèlement à l'exigence de l'augmentation des effectifs. Cette autre facette de la lutte est au moins aussi importante : elle permet en effet de donner toute sa valeur à la stratégie d'autoréduction contre le chômage.

La semaine de trente cinq heures est un des objectifs essentiels de tous les travailleurs. Contre le chômage et pour le temps de vivre. D'autres secteurs ont déjà pris le relais des employés de banques. Les postiers ont entamé aux Chèques postaux et dans les bureaux parisiens des actions similaires.

La lutte des banques montre l'exemple. D'où, pour les partisans de l'autogestion, la nécessité de populariser leur lutte afin de faire céder les banques tout en proposant des formes d'autoréduction dans d'autres domaines, par exemple contre les loyers chers ou les augmentations de transport.

Alain MAMOU-MANI ■

La Paternelle

d'un coup, la révolte...

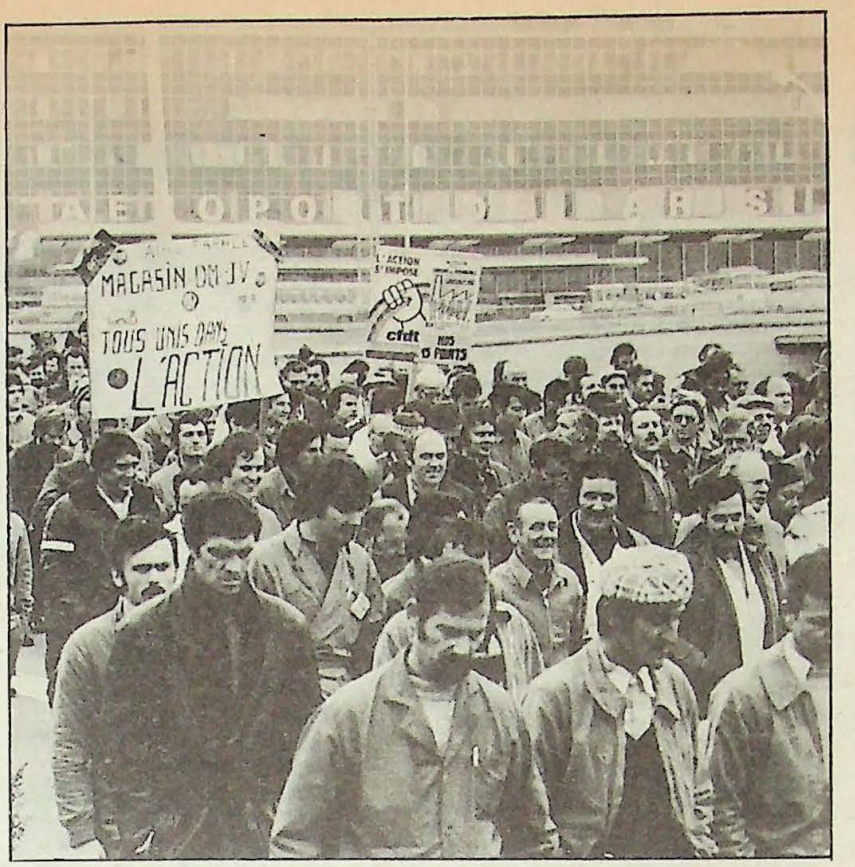
A la Paternelle (Assurances du Groupe de Paris), deux pool-dactylos sont entrés en lutte. Ceux qui connaissent l'ambiance d'un pool savent ce que ça signifie : rendement, bruit, contrôle incessant des chefaillons, etc... Et tout d'un coup, la révolte, inconsciente dans un premier temps, prend forme et s'organise. Dactylos, deux oppressions : celle d'être femme et celle d'esclave-larbin, car si « **dans la famille, la femme est le prolétaire** », dans une boîte paternaliste ou mysogine, elle est encore en dessous de ça.

Tout de suite, les revendications formulées se sont posées en terme de contestation de la hiérarchie. La lettre ouverte à la direction est éloquente : « **Le sous-chef se complaît dans son rôle de garde-chiourme et brille par ailleurs par son incompétence** »... « **Nous demandons la suppression du rendement et une augmentation forfaitaire de 100 F...** ». Sont donc aussi remises en cause l'organisation et la division du travail ainsi que la politique de la boîte en direction des femmes : « **La direction serait-elle phallocrate et penserait-elle que, parce que nous sommes des femmes, nous sommes incapables de nous élever ?** ». Et dès le début de la grève un souci principal : « **Prendre notre problème en mains** ».

Des commissions se sont créées (femmes, information...) dans lesquelles toutes les grévistes sont partie prenante : « **Avant, on travaillait ensemble et les deux services s'ignoraient : maintenant on apprend à se connaître** ».

Les sections CGT et surtout CFDT assument pleinement leur rôle de guide des luttes et sont animées du souci majeur de ne rien imposer aux grévistes. Chaque jour, la commission information tire et diffuse son propre bulletin avec l'aide matérielle de la CFDT, la CGT refusant de participer à une feuille où son sigle ne figure pas. L'écho que les grévistes ont reçu du syndicat CFDT (organisation le 16 octobre d'une rencontre avec les sections syndicales d'une vingtaine de boîtes où elles ont pu discuter et raconter le déroulement de leur action) ne peut que renforcer leur cohésion. Autogestion des luttes et grève de femmes confirment l'analyse de la CFDT-assurances sur l'apparition de couches nouvelles entrant dans les luttes et remettant en cause les fondements même du système. Ce n'est pas le PSU qui la contredira.

F-D. WINCKLER ■



Orly : les travailleurs d'Air France ont manifesté en masse le 21 octobre : les avions, c'est bien beau ; mais ceux qui les font tourner...

La semaine prochaine, TS publiera deux dossiers ; un sur la rencontre des mini-Lip de Besançon ; un autre sur les actions d'autoréduction en Italie.

Rhône-Poulenc :

une grande bataille

La bataille engagée à Rhône-Poulenc est d'envergure. La direction estime que ses effectifs sont en surnombre. Des mesures de chômage partiel ont été décidées en septembre pour les 90 000 salariés.

Le 16 octobre, 10 000 travailleurs ont manifesté à Lyon ; 5 000 à Paris. La direction a répondu non aux différentes revendications pour la garantie de l'emploi et des salaires. En réponse, des travailleurs des usines RPT de Vaulx en Velin, Valence, Grenoble, Roanne, Vaise, Roussillon et Vénissieux, ont occupé le centre administratif de Vénissieux. A Vitry, pour riposter à deux licenciements, le chef du personnel a été séquestré lundi.

La garantie de l'emploi sur place avec garantie de ressources est la revendication essentielle ; les horaires sont ramenés à trente six heures par semaine. Le problème posé aujourd'hui à Rhône-Poulenc est de savoir si on se battra pour le retour aux 40 heures (position de la CGT) ou pour les 36 heures payées 40 (position de nombreuses sections CFDT). ■

Triage de Dijon :

il faudrait un autre juge...

Il n'est ni juge, ni sociologue, ni ergonome ; modestement délégué du personnel depuis dix ans à la SNCF, au triage de Perrigny-Gevrey près de Dijon. Depuis dix ans, il dénonce dans cette gare de triage les accidents du travail. Il s'appelle André Fruthiot.

Il risque demain d'être rayé des cadres, donc vidé de la SNCF sous des prétextes parfaitement insoutenables, pour renvoyer quelqu'un d'autre que lui de cette entreprise nationalisée.

Mais alors que la SNCF fait publier deux pages de publicité dans **Le Monde** en faveur du rail (rapidité, sécurité, etc, Fruthiot, lui, parle, d'une autre réalité : les conditions moyenâgeuses du triage de Dijon ont tué douze cheminots en quatre ans.

Fruthiot, à chaque accident, a demandé publiquement des comptes à la SNCF. Mutation, suppression de prime de fin d'année, telles ont été les réponses. Aujourd'hui, on veut le faire taire définitivement en le licenciant.

Il faut que cela se sache. Nous avons la liste, impressionnante, des « accidents du travail » au triage de Perrigny. Jacques Pélissier, président du conseil d'administration de la SNCF, qui parle de « **démocratisation de la vitesse** » grâce au rail, sera-t-il solidaire de son homologue PDG des Houillères qui parle de démission pour que la justice cherche les vrais responsabilités ? Il faudrait qu'il y ait, à Dijon, un autre juge Charette.

Y.S. ■

répression toujours...

● Vim St Cloud

La Société VIM à Saint-Cloud (Ventilation Industrielle et Minière), filiale française d'une société suédoise, dont l'établissement compte 410 salariés, veut procéder au licenciement de 9 personnes, toutes adhérentes de la CFDT, dont le délégué syndical, 2 délégués du personnel, et d'un candidat aux élections professionnelles.

Ce licenciement est demandé bien que le chiffre d'affaires 1975, par rapport à 1974, soit en augmentation de 13,5 % (14,2 % dans la division concernée).

Venant après la tentative de constitution d'un syndicat autonome à la veille des élections du CE, il est évident pour la CFDT que le licenciement est organisé de toutes pièces pour décapiter la jeune section syndicale. La preuve en est que, pendant le même temps, des commandes sont sous-traitées et du travail transféré à la société mère en Suède.

Le comité d'entreprise a refusé de se prononcer, et a désigné le cabinet Syndex pour examiner la situation économique de l'entreprise, qu'il conteste.

● Garges les Gonesses

Conforama veut faire travailler le personnel le dimanche. Un comité pour le repos du dimanche, créé il y a peu de temps, a imposé un piquet de grève. Dimanche 19 octobre, la direction leur a envoyé des vigiles et des chiens. Résultats : cinq blessés. Le maire de Garges a fait fermer le magasin. Quand même !

● Planois (Vosges)

*Georges Mangenot a été licencié de l'entreprise « Les Granits Isidore Etienne » sous le prétexte « **d'agitation syndicale** ». Il est secrétaire général du PSU. Cela peut permettre de comprendre ce licenciement. L'action pour sa réintégration s'engage.*

● Hoover (Dijon)

La direction avait fait connaître son intention de continuer à licencier dans l'usine de Dijon (300 avant la fin 1975). L'usine a été occupée à l'appel de la CFDT, le 15 octobre au matin. La direction lâchait alors la CFT et ses cadres contre les travailleurs en grève. Dans la nuit du 15 au 16 octobre, des fascistes détruisaient du matériel, des tracts, dans les locaux du syndicat métaux. Etrange riposte !

l'Union démocratique militaire

un MFA espagnol ?

Mort, pas mort, mourant... Franco ? On ne sait au juste. L'important, c'est que la succession est ouverte. Et aussi que Juan Carlos, ce n'est pas la fin du franquisme...

Il y a quelques jours le capitaine José Inacio Dominguez, rescapé de la rafle opérée le 29 juillet dernier contre les responsables de l'Union démocratique militaire espagnole, donnait une conférence de presse à Paris. On lira ci-contre les principaux extraits de la plate-forme de ce mouvement qui, selon les propos du capitaine Dominguez, regroupe entre 350 et 400 officiers,« **plus 600 sympathisants actifs prêts à intervenir lorsqu'il le faudra** ».

La création de ce mouvement, quels que soient ses objectifs actuels, est un symptôme supplémentaire de la décomposition de l'appareil d'Etat franquiste. Il est une manifestation supplémentaire de l'influence qu'ont eue le MFA et la révolution portugaise hors de ses limites territoriales.

Mais plus généralement il soulève, une fois de plus, une question nouvelle pour les révolutionnaires d'aujourd'hui : de nouvelles crises de pouvoirs apparaissent (Portugal, Amérique Latine...) où ce n'est pas tant la mobilisation ouvrière (encore qu'elle joue un rôle) qui est l'élément premier, qu'une crise spécifique de l'appareil d'Etat et plus exactement de l'armée. Une armée qui s'est « professionnalisée », « technicisée » ; où les officiers plus que des « crevures » sont des « **intellectuels-techniciens en uniformes** » qui, à partir de leur « travail » et fonction, prennent conscience des réalités politiques, économiques, sociales, et du rôle qu'ils y jouent. La tentation est grande alors de chercher à résoudre, au nom de toute la société (ou des travailleurs), les contradictions, en se présentant comme « **au-dessus des partis** », quasiment comme des « sauveurs ».

Certes l'évolution de ce projet petit-bourgeois dans son fond, dépend en réalité de la force ou de la faiblesse du mouvement ouvrier (au Portugal la nature de classe du MFA n'a pas résisté à la polarisation sociale). En Espagne, c'est la force du mouvement ouvrier qui domine.

L'UDM se développe dans un pays qui a connu une grande tradition ouvrière et révolutionnaire, l'a perpétuée dans la clandestinité et où le mouvement ouvrier joue aujourd'hui un rôle prépondérant. La chute, maintenant imminente de Franco, ouvrira une dynamique révolutionnaire, comparable, voire plus forte qu'au Portugal. En ce sens, les déclarations sur « **l'intégration à l'Europe occidentale** » seront vite dépassées par la lutte des classes.

Reste le fait principal : aucune des institutions-mères du franquisme n'a échappé à la crise politique ; le mouvement ouvrier peut trouver des alliés à l'intérieur de l'armée. Bref que les conditions d'une offensive sont réunies.

M.N. ■

déclaration de l'Union démocratique militaire espagnole (extraits)

1 — Le divorce complet qui existe entre l'Espagne réelle et le système totalitaire qui la gouverne, uniquement préoccupé de sa permanence, fait jouer aux forces armées le rôle de gardien des intérêts du régime actuel et non du peuple espagnol. L'Union Démocratique Militaire, consciente de cette situation, cherche à ce que les forces armées se mettent exclusivement au service du peuple, retrouvant ainsi son prestige et sa dignité.

2 — L'UMD est constituée par tous les cadres professionnels des forces armées disposées à faire aboutir les objectifs du compagnonnage militaire ; en son sein n'ont pas leur place ceux qui sont au service des partis politiques (que ce soit du gouvernement ou de l'opposition) et des services d'information politique[...]

Objectifs nationaux

1 — Complet établissement des droits de l'homme et des libertés démocratiques et, en conséquence, promulgation d'une amnistie totale pour tous les citoyens (civils et militaires) qui ont été punis pour avoir défendu ces droits.

2 — Réforme de type socio-économique conduisant à égaliser la distribution des richesses, reconnaissant aux travailleurs la plénitude de leurs droits, et donc le droit de grève, de diriger et d'organiser librement ses propres syndicats.

3 — Reconnaissance à tous les niveaux territoriaux et institutionnels du droit d'élire démocratiquement ses représentants et de se donner la forme de gouvernement et d'organisation jugée la plus adéquate sans autre limite que l'intégrité de l'Etat espagnol.

4 — Combattre avec l'énergie maximum la corruption développée par le régime[...]

5 — La convocation d'une assemblée constituante élue démocratiquement pour élaborer une Constitution pour l'Espagne qui nous permettra de nous intégrer à l'Europe occidentale.

Suivent un certain nombre d'objectifs « professionnels » concernant les problèmes internes des forces armées. ■

● Nous avions signalé dans le TS de la semaine dernière la détention au pays basque espagnol du français Paul Urvoy. Un second français, Jacquy Huet, est également détenu et gardé au secret pour avoir frappé un garde civil. **(Solidarité : M. Mme Mainteny - 17, route de Briollay - 49000 ANGERS).**

Sahara occidental : Hassan joue...

Hassan II, roi du Maroc, joue serré. Mais habile. Une décision de la Cour internationale de La Haye ayant recommandé un référendum dans un territoire, — le Sahara occidental — que le Maroc a toujours revendiqué, le souverain marocain a mobilisé l'armée, les services de ravitaillement et de santé, les journaux et même l'opposition ; il lance une marche « verte » sur le Sahara encore espagnol, destinée à manifester au monde que le « peuple marocain » a des droits sur ce bout de désert (et sur ses réserves minérales).

L'initiative du roi a fait du bruit : gêne de l'Algérie qui veille à l'équilibre dans cette région et préférerait encore le « statu quo ». Colère de la petite Mauritanie, pour laquelle les populations nomades de cette région ont toujours fait partie de l'ensemble mauritanien. Agitation aux Nations Unies où l'on s'empoigne un peu tandis qu'Hassan compte « ses » volontaires (650 000 marcheurs inscrits en une semaine : ils en veulent !) et que la junte de défense nationale se réunit sans Franco, qui a des problèmes de cœur.

Reste le peuple Saharaoui (un « indigène » par soldat espagnol, soit 50 000 habitants) qui n'a guère la parole dans toute cette affaire. Et son porte-parole : le front Polisario. ■

à propos du « moment militaire »

La situation reste mouvante au Portugal où le gouvernement Azevedo ne paraît pas avoir la situation bien en main. « Radio Renaissance », gardée par les commandos, a été à nouveau occupée par les travailleurs de la station qui ont brisé les scellés et tentent de remettre l'émetteur en route, avec l'appui de l'ensemble de l'extrême gauche.

« **En haut on ne peut plus gouverner comme avant ; en bas on ne veut plus être gouvernés comme avant** ». *C'est en ces termes que Lénine définissait une situation révolutionnaire, c'est-à-dire une situation où la polarisation de classe est telle qu'elle met à l'ordre du jour la résolution du problème du pouvoir. C'est une situation de ce type que vit le Portugal aujourd'hui.*

Mais il rajoutait un troisième élément, nécessaire pour que la question du pouvoir soit résolue positivement du point de vue de la classe ouvrière : l'existence d'une direction révolutionnaire, c'est-à-dire d'une stratégie, d'une tactique et d'un programme. Et cette direction, même si ses éléments se développent, n'existe pas au Portugal. Et c'est le « danger » qui a été souligné dans les débats du PSU et dans plusieurs articles. Rien à voir avec la « **critique constructive au coin du feu** » *dont parle ironiquement Alain Joxe dans son article de* **TS** *(N° 673).*

Plusieurs articles de **TS** *avaient insisté sur deux points, certes en termes très généraux (mais il n'est pas possible, ni même question, d'élaborer à la place des révolutionnaires portugais les conditions concrètes d'application d'une orientation stratégique) : la nécessité d'une* **politique d'unité de la classe ouvrière** *et de ses organisations ; la nécessité d'un* **programme de transition** *pour la prise du pouvoir et la construction du socialisme.*

A cela, Joxe répond dans son article : « **Ce n'est pas par la négociation entre « organisations ouvrières » que, dans la phase actuelle, on peut faire progresser l'unité du bloc de classe...** ». *Il ajoute :* « **Cette croyance est la même qui fit l'unité populaire au Chili... en négociant avec la démocratie chrétienne...** ». « **Quand on en est au moment militaire et pas au moment des élections, ce n'est pas l'élaboration d'un programme de transition... qui peut renverser le rapport de force...** ».

Cette conception est justifiée par l'idée que le « **moment militaire** » *de la lutte de classe est* « **dominé par le très court terme** ».

Il y a là, à mon sens, plusieurs confusions. D'abord, la politique d'unité des travailleurs n'est pas une politique de « négociation ». La présenter comme cela, c'est la caricaturer, au Portugal et aussi en France. Cette orientation fondamentale part de l'hétérogénéité de la classe ouvrière, socialement et politiquement. Elle a pour but de chercher son unification, en partant du fait que la classe ouvrière est (plus ou moins selon les pays et les situations) structurée politiquement. Et que pour réaliser l'unité « par en bas », il faut aussi la proposer « par en haut ». La lutte pour l'unité d'action (moment de l'unité populaire) est un combat politique contre le (les) réformisme (s) et non un jeu subtil de « négociation ». Certes, si l'on considère que le PS portugais a la même nature que la démocratie chrétienne au Chili, on aura raison d'exclure le PS de cette politique. Mais jusqu'à présent, nous avons considéré qu'indépendamment de la politique bourgeoise de sa direction, le PSP ne pouvait être assimilé à un parti bourgeois (comme la DC chilienne) mais à un parti social-démocrate, c'est-à-dire représentant les intérêts de la bourgeoisie au sein du mouvement des travailleurs (1).

Nous apprenons ensuite, avec étonnement, qu'un programme de transition se justifierait « **au moment des élections** » *(et pas* « **au moment militaire** »*). Un programme de transition serait-il un programme électoral ? Un « contre-plan » ? La construction abstraite d'un* « **projet de société** » ? *Ou un programme de mobilisation et d'organisation autour d'objectifs sociaux, économiques et politiques, capables, dans la lutte, d'unifier les forces sociales révolutionnaires en répondant à leurs besoins ? La différence est grande !*

Le « **moment militaire** » *ne devrait-il pas être conçu comme le « moment » où la politique de classe se développe, mais par d'autres moyens ? Car, Joxe ne me démentira pas, c'est un « moment » dans une stratégie politique d'ensemble. De ce point de vue, le danger est précisément celui des visions « à très court terme ».*

Car, on peut supposer, que, militairement, la force du mouvement populaire au Portugal est telle que la « **prise du pouvoir** » *est possible. Mais* **prendre** *le pouvoir est une chose, le* **garder** *en est une autre. Et garder le pouvoir, cela signifie appui de masse, « majoritaire » (pas en termes électoraux mais en termes de mobilisation des travailleurs des villes et des campagnes). Cela signifie aussi programme de mesures transitoires concrètes dans tous les domaines ; et élargissement international de la révolution (sa jonction avec le mouvement ouvrier européen) (2).*

Le risque existe que, face aux provocations de la réaction, l'issue de la crise révolutionnaire au Portugal débouche sur une « **commune de Lisbonne** » *ou que la mobilisation actuelle aboutisse aux mêmes résultats que les explosions révolutionnaires en Hongrie ou en Allemagne en 1918-1919. La comparaison est, certes, « osée », mais c'est Duverger lui-même qui dans* **Le Monde** *invite Soarès à éviter d'être le « Noske » portugais (3).*

Maurice NAJMAN ■

(1) Il est nécessaire, certes, d'affiner cette définition générale : le PSP n'est pas une organisation traditionnelle de la classe ouvrière, sa base se recrute surtout chez les travailleurs salariés des services et non pas dans le prolétariat industriel etc... Mais tous ces éléments servent quant à l'application de l'orientation, pas quant à sa nécessité.

(2) Argument supplémentaire pour la politique unitaire au Portugal, si on tient compte que le mouvement ouvrier européen est largement dominé par la social-démocratie et le stalinisme.

(3) Noske est le dirigeant social-démocrate allemand qui a dirigé la répression contre les spartakistes et en particulier contre Rosa Luxembourg et Karl Liebnecht.

Dix ans après « l'affaire Ben Barka » :

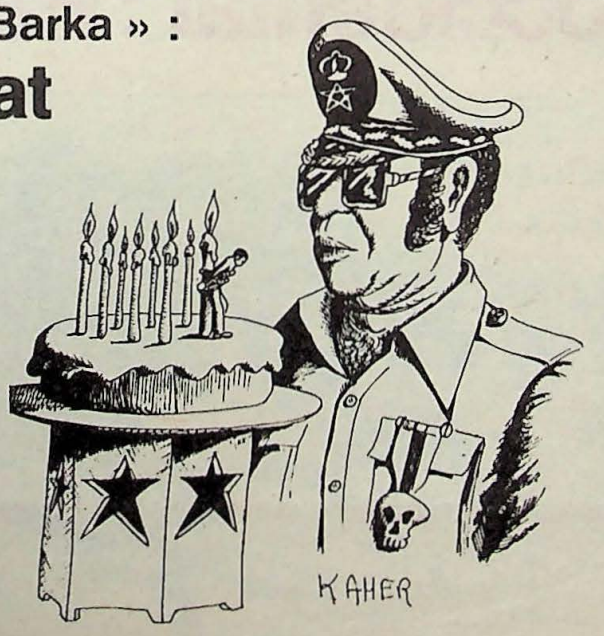
La fidélité, le combat

Dix ans. Oui, cela fait dix ans déjà, que notre camarade, mon ami Mehdi Ben Barka était enlevé en plein cœur de Paris, puis lâchement assassiné dans une villa de banlieue.

Porte-parole des masses populaires marocaines, héraut des luttes anti-colonialistes et anti-impérialistes du tiers-monde, Mehdi tombait dans le filet sordide que lui avaient tendu les sanguinaires émissaires d'Hassan II, avec l'aide d'authentiques agents du SDECE ou de la police française, et le concours de petits gangsters de la pègre.

Mehdi est mort. Hassan, Oufkir, Dlimi, et les services secrets français ne s'étaient pas trompés. Tout a été plus difficile sans lui, pour l'opposition marocaine, depuis lors. On n'improvise pas un leader qui soit en même temps aussi lucide et efficace politiquement, et qui soit, si naturellement, au cœur des masses comme un poisson dans l'eau. Tout a été plus difficile pour l'organisation de la solidarité anti-impérialiste, sans cet infatigable voyageur de la cause de la libération des peuples.

Nul bien sûr n'est irremplaçable, et d'autres hommes, d'autres militants assument aujourd'hui les tâches qui furent celles de Mehdi. Mais tous ceux qui l'ont côtoyé ont appris de lui, dans la phrase, dans l'analyse, dans l'action, des leçons qu'ils n'oublieront plus. C'est la meilleure façon d'être fidèle : continuer le combat.



Mehdi est mort. Le régime marocain sévit toujours, par l'oppression et la torture. Avec le concours des autorités françaises. La police et les services secrets giscardiens continuent les basses besognes des réseaux gaullistes. Nous continuerons le combat pour la justice. C'est la meilleure façon d'obtenir pour notre camarade, pour les peuples opprimés, la véritable vengeance.

Gilbert HERCET ■

L'Angola et nous

Par la bouche de Melo Antunes, à l'ONU, le sixième gouvernement provisoire portugais a réaffirmé sa politique en ce qui concerne l'Angola : reconnaissance des trois mouvements de libération comme représentants également légitimes du peuple angolais, tentative de conciliation entre eux, et — en cas d'échec — on confie le problème à l'ONU. Comme le MPLA avait déjà affirmé clairement qu'il ne siègera pas à côté des mouvements fantoches, il paraît évident que le sixième gouvernement va promouvoir l'internationalisation du conflit, tout en continuant à affirmer qu'il s'agit de mouvements rivaux qui se disputent entre eux le pouvoir.

Ces menaces de partition et d'intervention de l'ONU rappellent étrangement le processus qu'a connu il y a quatorze ans le Zaïre où, après l'assassinat de Patrice Lumumba, le général Mobutu a instauré un pouvoir dictatorial au service des intérêts occidentaux dans cette zone stratégique de l'Afrique.

Le véritable test de la décolonisation portugaise sera l'Angola (sans oublier Timor). L'importance économique et stratégique du pays est telle que l'impérialisme a réussi à susciter des organisations fantoches totalement à sa solde, (l'UNITA de Savimbi et le FNLA de Holden Roberto). En 1974, la collaboration entre le nouveau pouvoir portugais et le seul mouvement de libération, le MPLA, a été très féconde et a d'ailleurs diminué considérablement le coût humain et matériel de la lutte du peuple angolais. Par conséquent, le refus de l'actuel gouvernement portugais de transférer les pouvoirs au MPLA le 11 novembre a une signification politique grave.

Côté français, les relations entretenues avec J. Savimbi et R. Holden, reçus à l'Elysée en avril-mai-juin et revus au Zaïre en septembre par Giscard, confirment que l'Etat français n'est pas étranger à ce qui se trame en Angola aujourd'hui. Comme le dit Agostinho Neto, le président du MPLA, « **la France a une vocation de défense de la réaction en Afrique. Elle a toujours combattu les forces progressistes. C'est ce qui se passe aujourd'hui en Angola** » (**Afrique-Asie**, 20 octobre 75).

Pour la gauche et l'extrême gauche françaises, l'occasion est venue de s'exprimer avec la plus grande clarté. Pour nous, aucune ambiguïté n'est possible. Le 30 octobre, à la Mutualité, la gauche française (PC-PS-PSU) aura une occasion publique de se prononcer. Le 14 novembre, le MOSCAGAM organise lui aussi un meeting de soutien à Paris (salle Lancry). A chaque fois, le PSU affirmera avec netteté — comme il l'a toujours fait — son soutien sans réserve au MPLA, seul représentant du peuple angolais dans sa lutte contre l'impérialisme et pour le pouvoir populaire.

On saura bientôt qui sont les vrais amis du peuple angolais.

Bernard RAVENEL ■

la phase la plus dure de la guerre de libération

Dans deux semaines, l'Angola sera indépendant. Les dernières troupes portugaises sont sur le point de partir ; le pont aérien qui transporte les réfugiés de Luanda à Lisbonne est renforcé. L'indépendance, mais aussi la guerre civile : déjà vingt mille morts, et des combats entretenus par tous ceux qui ont intérêt à faire de cette région un baril de poudre. Notre envoyé spécial, José Sanchez, a parcouru récemment des régions contrôlées par le Mouvement populaire de libération de l'Angola...

La destination convenue était Caxito. On se retrouve, roulant à tombeau ouvert, presque dans la direction opposée, faisant route vers Malange. Apparemment, personne ne s'en étonne. On ne s'étonne plus de rien. Surtout pas cette jeune fille, dix-sept ans à peine, combattante des FAPLA (Forces Armées Populaires de Libération de l'Angola du MPLA) depuis un an, toute préoccupée de braquer vers le « mato » (la brousse) son pistolet-mitrailleur. Le mutisme de Candida — c'est son prénom — est à la fois fait de réserve naturelle et du sentiment, qu'en tant que femme, et africaine de surcroît, elle se doit de préserver un statut encore fragile. A l'arrière, sur le plateau de la « 404 » camionnette, les six ou sept jeunes gens des FAPLA (entre 16 et 20 ans), le front barré d'une bande de tissu rouge, signe distinctif des combattants d'Agostinho Neto, manifestent d'ailleurs, en dépit du « machismo » ambiant, autant de respect que d'étonnement à l'égard de leur camarade-femme-soldat. Dans la cabine, au volant, le commandant « Joy » (nom de guerre), vingt-cinq ans, athlétique, la tignasse épaisse et abondante d'un noir américain ; il est le seul à avoir connu la guerre de guerilla. Et elle a, visiblement, à ses yeux, un tout autre prestige que cette « drôle de guerre » menée le long des grands axes routiers. Surpris en train d'embrasser le « gris-gris » qu'il porte autour de son cou, il se justifie avec des airs mystérieux.

— **«Ça, c'est la magie noire ! »**

Faussement naïf :

— **« Ça aide ? »**

— **« Nous, les Noirs, on y croit un peu ; mais, dans la bagarre, il vaut mieux savoir viser juste. »**

d'abord les morts

Malanje. Ville éteinte. Ville morte. Durement éprouvée par plusieurs mois de combats. Ils viennent de s'achever. On ignore encore le nombre des victimes. Peu, relativement, semble-t-il. Le commandant Ivadi, qui a dirigé les opérations, est un homme austère. Il a trente cinq ans. Mais on lui en donnerait volontiers davantage. Dans le maquis depuis 1961, combattant de la première heure, il reste serein, persuadé que — quelles que soient les péripéties d'une guerre déjà longue — la victoire est au bout. **« Le nombre des morts ? Comment voulez-vous que je le sache ? Il y a ceux que vous avez vu. Il faudra les enterrer très vite si on veut éviter les épidémies. Mais il faudra aussi passer chaque maison au peigne fin... Demain, ou en tout cas le plus tôt possible. »** Des morts, il y en a ; à l'entrée de tel ou tel magasin, ou empilés au coin d'une rue, déjà recouverts de chaux vive. A la sortie de la ville, un tas de ruines : c'est tout ce qui reste du siège du FNLA, détruit à coups de mortiers. Le commandant est assez fier. Davantage encore en nous montrant plus loin l'église, demeurée intacte. **« Nous l'avons protégée. Le FNLA voulait la démolir. »**

Le FNLA délogé, il reste à faire peut-être le plus difficile. Ici, comme ailleurs, le départ des troupes de Roberto Holden a été précédé de la mise à sac de la ville. Les magasins ont été pillés, les coffres-forts des banques éventrés. La rue est encombrée de meubles, d'objets de toute sorte, dont il faudra bien la débarrasser. Chacun cherche dans ces décombres ce qui pourrait encore servir ; et tel qui croyait bien faire en s'appropriant un fauteuil ou une table — de toute façon perdus — est quelque peu rudoyé par le commandant, qui ordonne qu'on enterre d'abord les morts.

Pour l'instant, le plus urgent, ce sont les blessés. Et ils sont nombreux. L'hôpital, lui aussi épargné par les combats grâce à la vigilance du MPLA, est plutôt modeste. Il tient davantage de l'infirmerie. Aussi les blessés les plus graves sont-ils évacués vers l'hôpital São Paulo de Luanda. Dans le camion militaire qui assurera le transport, tout au long des quatre cents kilomètres qui séparent cette petite ville de trente mille habitants de la capitale, le voyage sera long, trop long peut-être pour certains.

En attendant, sur place, on pare au plus pressé. Il faut plus que de la compétence, du dévouement, aux jeunes infirmières du M.P.L.A. pour faire face à la situation. Dans une guerre où le massacre des populations civiles par les troupes du FNLA est la règle, chaque blessure se double d'un drame humain. Cette enfant de dix ans à peine raconte, avec des sanglots dans la voix, comment son père, sa mère et ses deux sœurs ont été assassinés par les mercenaires de Roberto Holden. Elle a le bras gauche en partie arraché et un volumineux pansement enveloppe sa main droite qui n'est plus qu'un moignon. A côté d'elle, allongés sur des matelas posés à même le sol, d'autres blessés attendent, muets, résignés, soulagés de temps à autre par une piqure.

Ailleurs, dans la petite maison qui sert de quartier général, on fait l'inventaire des problèmes les plus urgents à régler : rétablir l'eau, partiellement l'électricité dans certains quartiers. On pense à demain, à la vie. Les armes et les munitions prises à l'ennemi sont entassées dans une cour : une mitrailleuse de fabrication chinoise, quelques mortiers made in USA... Interrogés sur cet étrange cocktail, les jeunes militaires des FAPLA restent un instant muets, attitude qui traduit chez eux plus de ressentiment que de gêne. La réponse se fait attendre... mais elle vient : **« Nous ne comprenons pas la politique de la Chine... Tout ce que je sais, c'est qu'il m'est arrivé de voir des camarades tomber et que certains sont morts, victimes aussi des balles d'un pays socialiste ».** En dépit de la promesse faite par les dirigeants chinois à Lucio Lara, membre du bureau politique du MPLA, lors de la dernière visite à Pékin d'une délégation du mouvement d'Agostinho Neto, de cesser toute aide au FNLA et à l'UNITA, on s'interroge toujours sur la présence de conseillers militaires à Kinshasa comme dans le nord de l'Angola. A cet égard, la Chine demeure on ne peut plus discrète. Jusqu'à quand ?

longtemps précaire

Dans leur fuite précipitée — véritable débacle — les troupes du FNLA ont dû enterrer beaucoup d'armes et de munitions. A ce propos, les prisonniers s'avèrent peu bavards ; des civils pour la plupart, aucun n'avoue avoir un quelconque lien avec le FNLA. Quelques-uns se risquent timidement à déclarer qu'ils sympathisent avec l'UNITA, le mouvement de Jonas Savimbi. Quant aux militaires du FNLA — une trentaine, campant à l'autre bout de la ville — ils ont, à l'issue des combats, déserté, et rejoint le MPLA. Leurs témoignages confirment ceux recueillis ailleurs, à Luanda par exemple. Après avoir été, dans le nord du pays, contraints de s'enrôler dans les troupes du FNLA, ils ont été envoyés sur le front, sans autre préparation que l'apprentissage sommaire du maniement d'une mitraillette ou d'un mortier. Dans quelques jours, ils rejoindront le CIR (Centre d'Instruction Révolutionnaire), à quelques kilomètres de là, d'où, à l'issue d'un stage de quelques mois, ils seront intégrés dans les FAPLA. C'est que, comme dans tout mouvement de libération digne de ce nom, un soldat n'est pas seulement un homme qui se bat, mais un homme qui sait pourquoi il se bat.

Très certainement, la paix demeurera longtemps précaire dans la région. Cela tient à la guerre elle-même, qui demeure très souvent insaisissable. Telle ville, libérée il y a quelques jours, est à nouveau l'objet de combats. La route n'est jamais sûre. Les barrages qui, de loin en loin, contraignent les véhicules à montrer patte blanche, ne suffisent pas toujours à décourager les tentatives d'infiltrations. Et puis, le pays est maintenant sillonné en tout sens par les longs convois de réfugiés portugais qui gagnent la frontière la plus proche — le sud très souvent — ou l'aéroport d'où ils embarqueront en direction du Portugal ou du Brésil

On rencontre parfois ces longs cortèges que les troupes portugaises accompagnent. Et on mesure tout de suite la hâte avec laquelle ils ont dû fuir. Ceux qui, rencontrés à Dondo, à l'extrême sud du Cuanza Norte, regagnaient Nova Lisboa, dans la région de Huambo, ne se doutaient certainement pas qu'ils fuyaient la guerre dans le nord pour la retrouver dans le sud...

José SANCHEZ ■

SOS-Femmes : un refuge pour les femmes battues

Les femmes battues, jusqu'à présent, on n'en parlait pas. Elles avaient honte, elles se cachaient, expliquaient leurs marques par des chutes, des accidents. Aujourd'hui, d'autres femmes ont décidé de les aider, de soutenir ces femmes isolées, complètement dépendantes de leur mari d'un point de vue économique, sans soutien, sans refuge, dans l'indifférence générale. Pour toutes ces femmes en difficulté, il existe maintenant — à Paris — SOS FEMMES et ALTERNATIVE... (1)

TS : *Actuellement, que pouvez-vous faire pratiquement pour les femmes qui vous téléphonent?*

SOS-Femmes : Depuis le 2 octobre, date à laquelle nous avons commencé notre activité, nous recevons à peu près quinze coups de téléphone par jour. Le plus souvent, c'est une voisine qui appelle. Quand une femme mariée et battue va au commissariat, elle est très mal reçue. Si Police-Secours s'est déplacée plusieurs fois parce que la femme était grièvement blessée, elle n'y retournera pas parce qu'elle ne peut rien faire. Par contre, si une femme est battue par son ami, elle peut porter plainte.

Nous pouvons indiquer à la femme les démarches qu'elle peut suivre, la conseiller, lui donner un certain nombre de matériel juridique pour qu'elle puisse se défendre ; on a des femmes médecins pour les constats de coups et blessures, on peut lui donner l'adresse d'un certain nombre de femmes avec qui parler. C'est une mesure temporaire car on veut créer un refuge pour les femmes battues, c'est-à-dire un centre où elles pourraient venir avec leurs bagages et leurs enfants, et envisager de changer leur existence.

TS : *Vous avez récemment obtenu une audience de Françoise Giroud:*

SOS-Femmes : La Ligue du droit des femmes, d'où sont issues « SOS-Femmes et Alternative » demandait à voir Françoise Giroud depuis un an, pour mettre en relief l'impuissance du secrétariat à la condition féminine. Finalement, elle nous a donné rendez-vous, on a déposé un dossier contenant trois avant-projets : loi antisexiste ; loi sur le viol, c'est-à-dire une définition du viol, qui n'existe pas juridiquement, puisque les lois sont faites par les hommes (il faut que la femme soit morte ou déchirée complètement pour qu'on reconnaisse qu'elle a été violée) ; avant-projet sur la violence dans les familles, concernant les femmes battues : et la demande d'un refuge.

TS : *Comment fonctionnerait ce refuge?*

SOS-Femmes : Un refuge, c'est le contraire d'une solution individuelle, c'est une solution communautaire. C'est un lieu où les femmes pourront venir vivre le temps de se remettre, d'envisager la vie autrement que dans la violence. On a énormément de contacts avec le centre d'Erin Pizzey (2) en Angleterre, qui nous a communiqué un ensemble d'expériences : une femme battue vit quotidiennement dans la violence et c'est quelque chose qui remplit sa vie. Donc on ne peut pas proposer à une femme qui est battue une chambre capitonnée, au calme. Elle partirait tout de suite et personne ne comprendait qu'elle retourne chez son mari. Pourquoi ? Parce qu'elle se sentira poursuivie par son mari, elle sera terrorisée. Dès l'instant où il y aura quelqu'un qui marchera sur le trottoir ou qui montera dans l'escalier, elle tremblera. Tandis que chez elle, elle sait très bien que son mari arrive à telle heure, et elle sait très bien où est la terreur. On veut remplacer cette vie par une vie non violente mais tout aussi pleine : contact entre les femmes, charge des enfants, structure communautaire.

TS : *Dans les centres qui fonctionnent actuellement en Angleterre, comment les femmes s'en « sortent-elles » ?*

SOS-Femmes : Elles sont très nombreuses, donc très sécurisées par leur nombre, et quand une femme arrive dans un centre archi-complet, un certain nombre de femmes se disent : *«Oui, cette femme a plus de problèmes que moi, donc je dois décider de partir et de faire autre chose.»* Et elles partent à plusieurs pour louer un appartement avec leurs enfants, car elles se sont aperçues du sens de la vie collective et des possibilités qu'offrait cette vie.

TS : *Ça te paraît possible dans une société giscardienne ?*

SOS-Femmes : Oui, ça me paraît possible dans la société giscardienne qui a une politique pleine de contradictions, et qui se donne bonne conscience. Je pense que ça ne durera pas longtemps ; ils feront tout pour fermer nos centres et ouvrir des centres fermés, c'est-à-dire des hôtels, avec chambre privée, ce qui ne résoudra absolument pas le problème. La femme sera toujours dans une situation d'assistée, non plus dépendante du mari, mais de l'Etat. Dans la mesure où cette société se veut libérale, je pense qu'on peut profiter des contradictions et ouvrir un centre comme celui-ci, régi par l'Association de la loi 1901 à but non lucratif, où le pouvoir ne sera pas donné à ceux qui donneront l'argent mais reviendra aux femmes elles-mêmes.

Propos recueillis par STEPHANE SOREL ■

(1) Elles peuvent téléphoner au 967.48.37 de 9h à 12h et après 21h, et à JAS 67.80 de 12 h à 20 h. Les témoignages et les dons sont à envoyer à : **SOS Femmes** *et* **Alternative :** *B.P. 37075625 Paris Cedex 13.*

(2) : Erin Pizzey est auteur d'un livre sur le problème des femmes battues en Angleterre : **Crie moins fort, les voisins vont entendre,** *imprimé aux Editions des femmes.*